

Carlos Fernandez

# DE LA GUERRE D'ESPAGNE À LA RÉSISTANCE

## DU MÊME AUTEUR

- *Sur la route des Sables*, Centre d'histoire du travail, 1998.
- *Aimer dire et médire*, Edition du Petit véhicule, 2001.
- Contribution à l'ouvrage collectif, sous la direction de Alain Croix :  
*Nantais venus d'ailleurs. Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours*, Edition Presses Universitaires de Rennes et Association Nantes Histoire, 2007.

*En couverture :*

photos anthropométriques ADLA 5 M 1853 et 4 M 793.

*En haut, le rouge, le jaune et le violet :*  
les couleurs de la République espagnole.

**44**  
Comité départemental du souvenir des fusillés  
de Châteaubriant et Nantes  
et de la Résistance en Loire Inférieure



**AMICALE DE CHATEAUBRIANT  
VOVES-ROUILLÉ**

## AVANT-PROPOS



DR

*Plusieurs ouvrages, de nombreux articles et témoignages ont été publiés sur le camp de Rouillé, sa libération et le massacre qui s'en est suivi en forêt de Saint-Sauvant à Vaugeton (Vienne) perpétré par les nazis avec l'appui des milices de Vichy.*

*Après des années de recherches et d'investigations nous sommes en mesure de vous présenter ce travail inédit certes, mais encore fragmentaire puisqu'il ne concerne « que » les sept Espagnols qui ont résidé, résisté et ont été arrêtés en Loire-Inférieure (Loire-Atlantique); jugés et condamnés à Paris ils seront internés au camp de Rouillé*

*puis massacrés après leur libération car ils avaient, en toute lucidité, décidé de continuer à lutter. Ces Espagnols aux parcours singuliers, bien que semblables à tant de leurs compatriotes républicains, nous apparaissent maintenant sous un nouvel éclairage.*

*Une stèle sobre et blanche interpelle les passants, sur cette route départementale n° 7 qui relie Lusignan à Couhé-Vérac (Vienne), en ces termes : « A la mémoire des Glorieux Soldats sans uniforme tombés à cet endroit le 27 juin 1944 POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ ».*

*Et, devant ce monument, une plaque en marbre noir y est scellée au sol où sont inscrits les 31 noms et prénoms des suppliciés. Que retiendra le passant ? Des noms, un lieu ?*

*Sommes-nous au cœur de ces lancinantes et angoissantes questions ? Que savons-nous vraiment de ces êtres de chair et de sang venus ici finir tragiquement et prématûrement leur vie ? Que savons-nous de leurs dernières paroles, de leurs dernières pensées puisqu'il n'y a aucun écrit ou témoignage.*

*Que savons-nous de leur famille, surtout de ces étrangers ? de leur enfance et de leur jeunesse, des joies et des amours, des douleurs et des espoirs, de leur engagement et de leurs combats. Ces étrangers venus ici s'échouer sur le bord d'une route départementale n° 7. Un chiffre fatidique pour les sept Espagnols de la Loire-Inférieure ? Rien de moins sûr ! Enfin, que savons-nous « de ces humanités criblées de balles et aux noms figés sur une plaque » pour nos libertés retrouvées ?*

*Puissent ces documents inédits nous apporter des débuts de réponses à approfondir et transmettre aux jeunes générations, tout comme le mot Résistance qui se conjugue au présent.*



DR

## CHRONOLOGIE (succinte) DE LA GUERRE D'ESPAGNE

### ■ 1936

- Victoire du Front Populaire aux élections du 16 février.
- Un mécanisme se met en place pour abattre la république par un coup d'Etat militaire.

Depuis les Canaries et le Maroc espagnol, les généraux Franco, Mola, Sanjurjo et Queipo de Llano préparent un coup d'état et

prennent contact avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie de Mussolini.

- Début du soulèvement militaire au Maroc le 17 juillet.

- La guerre d'Espagne éclate le 18 juillet.
- Franco débarque à Tétouan le 19 juillet.

Deux armées vont s'opposer : l'armée nationaliste-franquiste et l'armée républicaine.

- Premiers envois d'avions allemands et italiens aux factieux espagnols le 30 juillet.

- Déclaration franco-britannique sur la non intervention le 15 août.

- Les franquistes s'emparent d'Irun le 5 septembre et de St Sébastien le 13 septembre.
- Le général Franco est nommé chef de la « Junta » (gouvernement putschiste) et s'installe à Burgos le 30 septembre.

- Décret créant l'Armée populaire le 10 octobre et le 14 octobre c'est l'arrivée des premiers volontaires des brigades internationales.

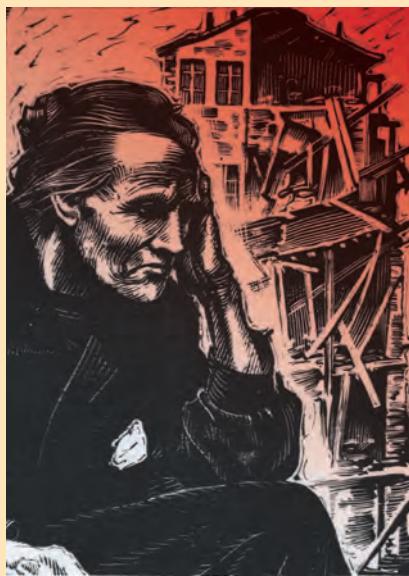
- Madrid est un enjeu géostratégique majeur.

Le gouvernement républicain abandonne la capitale et s'établit à Valence le 5 novembre (c'est au cours de cette bataille que Dolores Ibarruri « La Pasionaria » prononce les phrases célèbres : « No passaran ! Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ! »)

- L'Allemagne et l'Italie reconnaissent la Junta de Burgos dirigée par Franco le 18 novembre.



Photos  
droits  
réservés

**■ 1937**

- Les franquistes prennent Malaga le 8 février.
- Bataille de Guadalajara en mars.
- L'aviation allemande « Division condor » bombarde la petite ville basque de Guernica le 26 avril. C'est le premier bombardement de l'histoire sur une population civile faisant 1654 morts et 889 blessés.
- des affrontements éclatent à Barcelone entre anarchistes et trotskistes d'une part et communistes, socialistes et républicains d'autre part, entre le 2 et le 6 mai.
- Pour la première fois l'unité du Front populaire est rompue.
- Le gouvernement républicain s'installe à Barcelone le 28 octobre.
- La bataille pour s'emparer de la ville de Teruel est engagée à la mi-décembre. Elle sera une des plus dures de la guerre d'Espagne.

**■ A partir de janvier 1939**

c'est le début de « La Retirada », la retraite.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants venus de toute l'Espagne se pressent à la frontière française des Pyrénées Orientales. Bombardés par la « Légion condor » ils attendent dans le froid et la neige l'ouverture des portes de la France.

Le 28 janvier 1939 le ministre français de l'intérieur, Albert Sarraut, donne l'ordre suivant : « Laissez passer les femmes et les enfants ; soignez les blessés, renvoyez les hommes valides et fermez leur la porte ».

Parce que ces hommes renvoyés subiront de terribles représailles, la frontière sera rouverte.

Civils et militaires font l'objet de fouilles au corps et les soldats déposent leurs armes mais les autorités françaises sont rapidement dépassées par l'ampleur de cet exode.

Des camps de concentration sont alors créés. Le premier est implanté à Argelès-sur-Mer, en bord de



mer sur une vaste plage, délimité par des barbelés et gardé par des gendarmes et des spahis (soldats marocains de l'armée française). Rapidement la capacité de ce camp s'avère insuffisante et d'autres vont être créés à Le Barcarès, Prats de Mollo, Gurs, Bram, Le Vernet etc. Les Espagnols que nous honorons ont tous subi l'internement dans ces camps de concentration, « en ces lieux de perdition où il manquait de tout, sauf de barbelés ».

A peine 6 mois après la guerre d'Espagne, l'Allemagne poursuit ses menées agressives en envahissant la Pologne.

Le 1er septembre 1939 c'est l'ordre de mobilisation générale et le

3 septembre la déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre à l'Allemagne.

Nombre de républicains espagnols s'engagent alors dans l'Armée française.

Par la suite et de manière à pallier le manque de main-d'œuvre, sont créées les Compagnies de Travailleurs Etrangers composées essentiellement de républicains espagnols.

A partir du 27 septembre 1940 les CTE donnent naissance au Groupement de Travailleurs Etrangers qui expliquent la présence de centaines de réfugiés espagnols employés par les autorités françaises et allemandes en Loire-Inférieure, notamment à la construction de la base sous-marine de Saint-Nazaire et aux fortifications de la côte atlantique.

**■ 1938**

- Constitution du premier gouvernement franquiste le 1<sup>er</sup> février.
- Prise de Teruel par les putschistes le 22 février.
- Offensive fasciste en Aragon en Mars.
- L'Espagne républicaine est coupée en deux au mois d'avril.
- L'armée républicaine lance une bataille décisive au nord de l'embouchure de l'Ebre le 25 juillet.
- Défilé d'adieu des volontaires des brigades internationales le 28 octobre à Barcelone.
- Les Républicains se replient au-delà de l'Ebre le 15 novembre.

**■ 1939**

- Prise de Barcelone par les fascistes le 26 janvier.
- Le 9 février marque la fin de la résistance en Catalogne. Des milliers d'Espagnols prennent le chemin de l'exil à travers les Pyrénées.
- La France et l'Angleterre reconnaissent le gouvernement franquiste de Burgos le 27 février. Le maréchal Pétain est nommé ambassadeur à Madrid.
- Les troupes franquistes entrent à Madrid en vainqueurs.
- Le 1<sup>er</sup> avril la guerre d'Espagne se termine.



Les photos anthropométriques de ces pages sont des identités judiciaires répertoriées dans les dossiers de Police. Elles sont consultables aux ADLA cotes 5 M 1853 et 4 M 793.

## *Les Espagnols en Loire-Inférieure*

Résistance et répression  
(1942-1943)



## RÉSISTER, MALGRÉ TOUT

Pour nombre d'Espagnols, s'engager dans la Résistance ne peut être dissocié de leur histoire récente, celle d'un combat qui dura 3 ans contre le fascisme espagnol et européen puis celle de la défaite. Être réfugiés dans un pays dont ils ne parlent pas la langue, dont ils ne connaissent ni les coutumes ni la culture – et qui plus est se retrouve occupé par une armée qu'ils ont déjà combattue – a de quoi susciter bien des problèmes aux exilés, de surcroît dépourvus d'argent et souvent de papiers. S'engager en France, individuellement ou collectivement, avec la volonté intacte de combattre un ennemi connu et bien identifié n'est pas chose aisée.

Dans le département de la Loire-Inférieure, le début de la Résistance parmi les Espagnols correspond à l'arrivée des CTE au milieu de l'année 1940. Regrouper des combattants qui se connaissent, parfois de longue date, qui ont lutté jusqu'au bout en Espagne et vécu l'enfer des camps en France, présente un risque certain pour les autorités locales. Un risque qu'elles ne sous-estiment pas. Elles se méfient énormément de ces « rouges étrangers » et les soumettent à une étroite surveillance. Cependant, avec mille et une précautions, l'embryon de l'appareil clandestin du Parti communiste espagnol se met en place dans le département

au cours de l'année 1941. La cellule de 3 militants (ou triangle) constitue l'unité de base de l'organisation. Un cloisonnement strict entre les triangles limite les dégâts en cas d'arrestation.

◀ A. Gomez Ollero, Madeleine Jencheret et sa mère.  
Au premier plan, Mme Hamon.  
(Collection Madeleine Farge)



Les contacts établis entre Claude Millot, un des responsables de l'Organisation spéciale (OS) du PCF et Alfredo Gomez-Ollero, offrent la possibilité à des républicains espagnols de poursuivre leur combat.

Dans un premier temps, l'essentiel de la lutte clandestine devient idéologique et repose sur la diffusion de tracts et journaux en langue espagnole et catalane. Diffusion également du journal « L'Humanité » distribué la nuit, malgré le couvre-feu, dans les quartiers de la gare de Nantes-Orléans et de Doulon.

L'exécution du lieutenant-colonel Hotz, le 20 octobre 1941, correspond à la période où « La direction du PCE demande à ses organisations de base de sélectionner un certain nombre de militants pour développer les premiers groupes de guerilleros [armés] ». (1)

C'est sous l'impulsion de A. Gomez Ollero que sont créés ces « Grupo Especial » (GE), dans une structure qui s'étoffe fin 1941, début 1942. Après 1942, au total ils seront 16 membres.

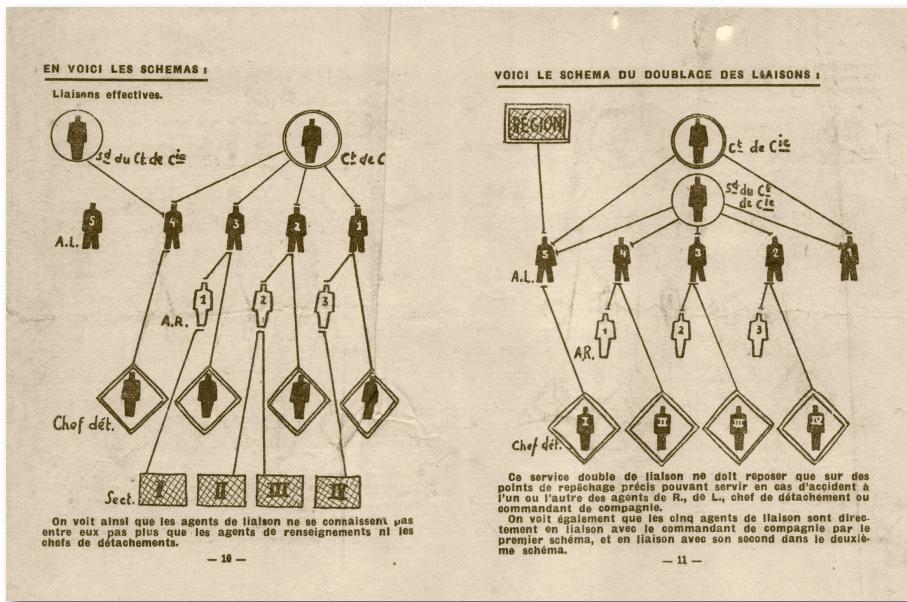
A son apogée, l'organisation atteindra globalement plus de 80 militants répartis sur le département dont une vingtaine à Nantes et le reste sur Saint-Nazaire et Montoir-de-Bretagne. Cette proportion plus élevée située à l'embouchure de la Loire est en adéquation avec le nombre de républicains espagnols employés dans l'organisation Todt. Une femme, Contanza Martinez Prieto, est agent de liaison depuis juin 1941 et réside à Nantes. Parmi tous ces résistants engagés, 23 faisaient partie des cadres de l'Armée républicaine espagnole soit près d'un quart des effectifs du PCE en Loire-Inférieure. Un avait été officier supérieur au grade de Commandant, deux avaient été Commissaires politiques. Soit une concentration de compétences militaires appréciables.

L'activité clandestine ne se limite pas à la distribution, certes périlleuse mais nécessaire, de tracts et de journaux. Il est avéré que ces militants participent aussi à des sabotages visant l'appareil économique comme le précise Narcisse Falguera :

« Près de Saint-Nazaire, travaillaient trois groupements de travailleurs espagnols dotés d'une très solide organisation, dirigée par Antonio Perez, Escuer et Raso. Ils sabotaient de façon systématique les outils de travail et le matériel, coupaien les lignes électriques et récupéraient les cartouches de dynamite des poudrières des chantiers pour ravitailler les groupes armés ». (2)



▲ Alfredo Gomez Ollero.  
(ADLA voir page 11)



DR

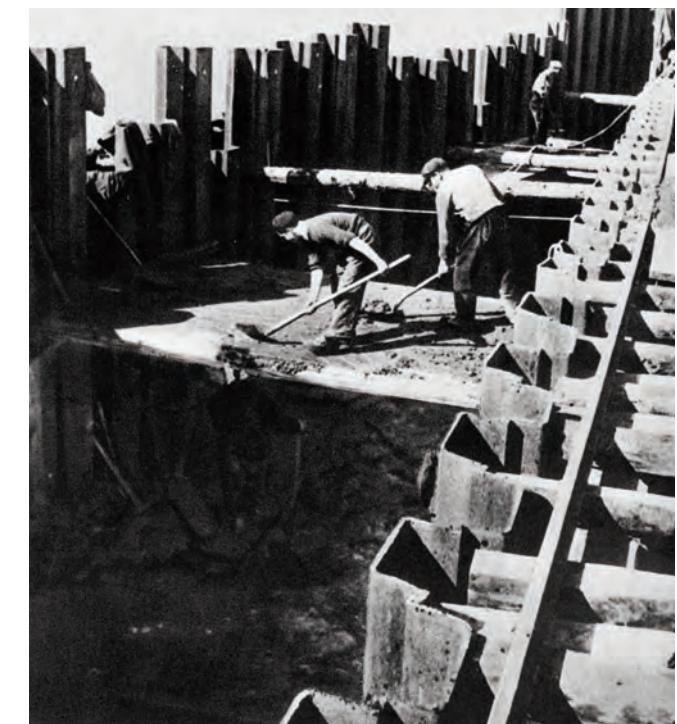
On peut cependant remarquer que, lors des procès ultérieurs, peu de faits précis furent reprochés aux Espagnols de Loire-Inférieure à l'inverse de ce qui se passa pour les Français pour lesquels de nombreuses actions furent clairement identifiées.

Une autre forme de participation à la lutte armée est, quant à elle, plus clairement établie. Il s'agit de l'aide matérielle et, surtout, technique apportée aux groupes de l'OS du PCF. En effet, après trois années de guerre, la plupart des Espagnols connaissent bien le maniement des armes, la confection de bombes artisanales et les techniques, rudimentaires mais efficaces, utilisables pour le déraillement des trains. Bref, tout ce que demandent la plupart des jeunes novices qui se lancent dans la lutte armée. Dans un langage approximatif, à force de gestes et de mots parfois maladroits, c'est toute une expérience qui se transmet. Selon Georges Girard, militant nazairien des Jeunesses communistes :

« Il nous fallait aussi disposer des moyens nécessaires pour pratiquer des actes de sabotage. La présence des républicains espagnols réfugiés à Saint-Nazaire a été très utile pour la pratique de la guérilla dans les villes. Dès le début de l'occupation, ces Espagnols avaient été internés par les Allemands au camp Franco à Gron. Ils travaillaient comme mineurs à la base sous-marine de Saint-Nazaire et, malgré leur détention, nous faisaient parvenir des explosifs. Mais la quantité fournie

était insuffisante. En coordination avec la direction départementale, nous récupérions des explosifs aux quatre coins du département. Ainsi, aux carrières de Guidreff, nous avons pu nous emparer de cheddite, de détonateurs, de cordon bickford.

L'expérience des Espagnols nous a été précieuse pour la fabrication des bombes artisanales. Aux chantiers de Penhoët et de Sud-Aviation, des camarades confectionnaient les bombes à partir d'un tube, de deux plaquettes et d'une tige filetée les reliant. A la cheddite qui garnissait l'intérieur, nous mêlions grenailles, boulons, chutes de ferrailles, ce qui augmentait le pouvoir destructif de l'engin. Les dynamiteros qui faisaient sauter les tanks fascistes pendant la guerre d'Espagne, utilisaient un cordon bickford très court. On devait attendre le dernier moment pour lancer l'engin. On tenait le cordon entre le pouce et l'index et, quand on sentait la chaleur, il ne restait plus que deux secondes avant l'explosion. Tu t'imagines un peu les émotions éprouvées aux premières tentatives. Il fallait surmonter, vaincre la peur réelle, se familiariser avec cette forme d'activité sans négliger les règles de prudence. On est passé par différents stades. A la fin, nous étions arrivés à pétrir la dynamite avec une grande insouciance ». (3)



Construction de la  
Base sous-marine à  
Saint-Nazaire  
►  
(Collection Luc Braeuer)

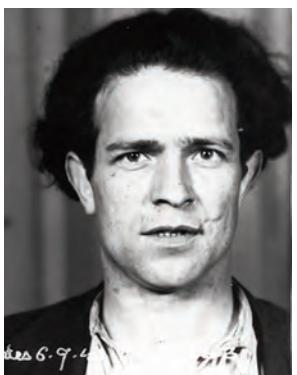
## L'ORGANIGRAMME DU 14 JUILLET 1942

Il s'agit là d'un document exceptionnel que j'ai trouvé aux Archives départementales de la Loire-Atlantique (ADLA, cote 1623 W 48) rédigé le 14 juillet 1942 (date symbolique ?) par le Service de Police anticomuniste (SPAC). Ce rapport est la conséquence d'informations livrées par un traître qui se situe dans la mouvance de la direction clandestine du PCE à Paris, de filatures et d'aveux extorqués par la suite sous la torture. Le SPAC en liaison avec la police allemande et certainement les services secrets franquistes est arrivé à démanteler l'essentiel de la structure clandestine du PCE du département.



▲ Celso Diaz Jimenez.  
(ADLA voir page 11)

Espagnols occupent le même meublé. Lors de la perquisition du 27 juin les inspecteurs de police découvrent des tracts clandestins du PCE (*Reconquista de España* et *l'Reball*) rédigés en Castillan et Catalan. Pire, il y a là des documents très compromettants que Celso Diaz Jimenez avait eu l'imprudence de conserver et de cacher dans une paire de bottes. Y figurent toute la comptabilité de l'organisation, des fiches biographiques (sans les noms !) et des documents codés qui ne tarderont pas à être décryptés. La police ne manque pas de relever la présence de tracts « *en français dont la diffusion a été commencée dans les rues de Nantes au cours de la nuit* »



▲ Bautista Lopez Quiroga  
(ADLA voir page 11)

dernière, dont l'un est le numéro spécial clandestin de « *L'Humanité* » de mai 1942... » (4)

La machine répressive est en route, implacable.

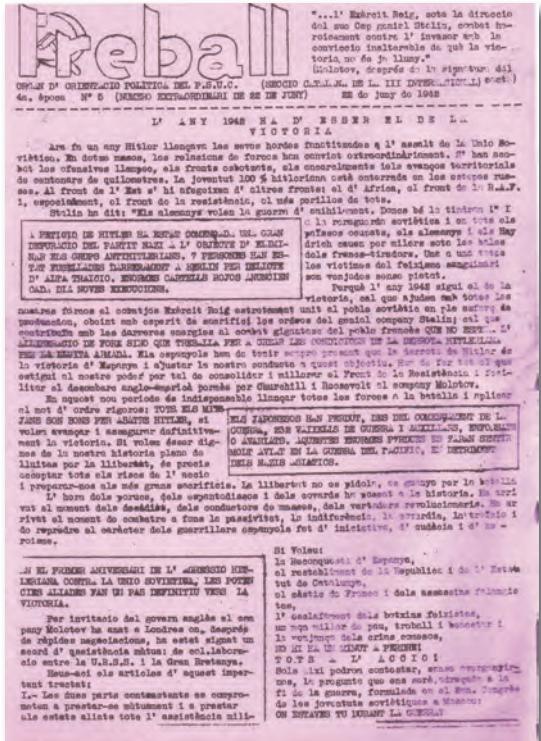
Le SPAC sait maintenant qu'il détient « de gros poissons ». Il ne les lâche pas et mobilise plusieurs services au recouvrement de toute information susceptible de frapper vite et fort. C'est ainsi que la procédure judiciaire est conduite par les fonctionnaires de la 13<sup>e</sup> brigade avec le renfort de la 4<sup>e</sup> brigade de police judiciaire sous la coupe de la 1<sup>re</sup> brigade de la PJ à Paris et du Service des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police à Paris. Il est à noter que les rapports rédigés par le Commissaire

Central sur cette opération sont adressés à ces différents services de police mais aussi au Préfet de la Loire-Inférieure avec une copie adressée au Sicherheitspolizei (SIPO-SD) à Nantes.

Le lendemain 28 juin à 9h se tient à Angers une importante réunion dans le cabinet du « Kommandeur de la Sicherheitspolizei » d'Angers (le plus haut gradé des SS pour la région).

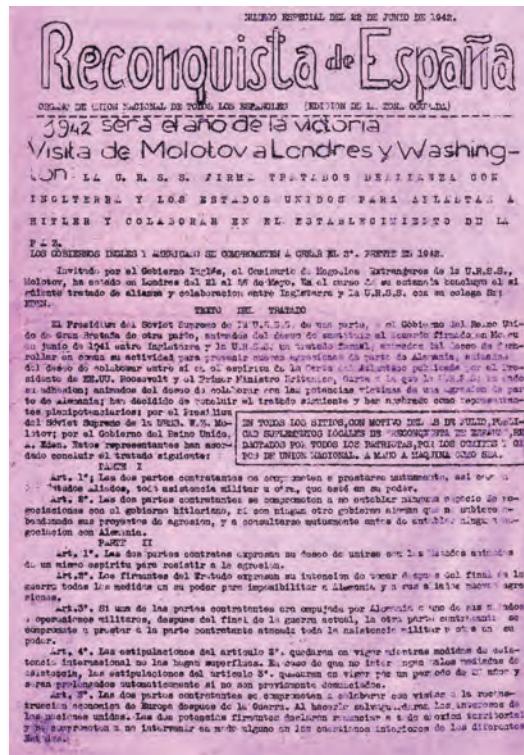
Sont présents, côté français : 6 commissaires des Renseignements Généraux, du SPAC et de la Sûreté de Nantes et Rennes ; côté allemand : trois hauts dignitaires de la Police nazie.(5)

Le « Kommandeur » orchestre la réunion et tient d'abord à féliciter ses homologues Français pour les bons résultats déjà acquis sur deux affaires qui le préoccupent (l'attentat manqué contre le collaborationiste colonel Poiron et surtout les suites données aux arrestations de C. Diaz et B. Lopez) et poursuit son exposé en émettant le souhait que soit désigné un seul responsable pour la direction et la coordination des enquêtes.



(Collection Fabien Garrido)





(Collection Fabien Garrido)

noter que pendant cet entretien le chef des SS s'est intéressé à une autre question qui est venue sur le tapis sur le ton de la conversation : celle de la rétribution des indicateurs en estimant que sans indicateur « *une police est condamnée à demeurer aveugle* » et d'annoncer qu'il étudierait la possibilité d'apporter l'aide pécuniaire de ses services. Quant au redoutable commissaire Fourcade (7), il attire l'attention de l'auditoire sur l'opportunité du réarmement du personnel auxiliaire de la sûreté du SPAC. Mais pendant ce temps là ce service n'est pas en sommeil. Il arrête le même jour, 28 juin, à St-Nazaire José Exposito Villalonga et, pire, le 30 juin à Nantes Rodrigo Parra Romero qui est le responsable départemental de la Loire-Inférieure en liaison avec l'interrégional, basé à Rennes. Entre le 4 et 5 juillet il est procédé à 24 arrestations.

Pratiquement toute la direction clandestine du PCE du département est aux mains du SPAC hormis Alfredo Gomez Ollero pour Nantes et Joan Escuer Gomis dirigeant clandestin au « Camp Franco » (8) qui sera arrêté quelques jours plus tard, le 11 juillet 1942.

Outre l'affaire du Colonel Poiron il s'étend plus longuement sur le cas des Espagnols et précise, qu'à son avis « *on a actuellement en main les chefs de l'organisation politique illégale communiste qui sont en liaison avec d'autres organisations et notamment celles susceptibles d'exécuter les sabotages...* »

Dès maintenant une équipe va être envoyée à Saint-Nazaire pour y poursuivre d'urgence les recherches et arrêter les affiliés dont une liste a été découverte... » (6)

C'est en toute logique que le commissaire Lafouge est nommé à la direction et coordination des enquêtes et responsable auprès des autorités allemandes. Il est à

Le 4 juillet, le Commissaire Central qui n'est pas au bout de ses investigations note avec pertinence dans son rapport circonstancié adressé au Préfet :

« *D'une manière générale, l'organisation se révèle montée sur la base des cellules de trois, avec les précautions déjà connues pour que personne ne connaisse les groupes voisins et encore moins le schéma même de l'organisation. Mais on découvre que les chefs avoués ne sont en réalité que des hommes de paille, destinés à couvrir les véritables meneurs qui se cachent sous le rôle effacé de simples militants dans les cellules de base. Ces derniers commencent à être identifiés, et leur rôle sera tiré au clair.* » (9)

Nous l'avons vu, ces opérations dépassent largement le cadre du département de la Loire-Inférieure puisque des investigations sont menées, pour le Sud, à La Rochelle où trois espagnols soupçonnés d'être en liaison avec les structures clandestines de Saint-Nazaire sont arrêtés pendant cette période.

Ils travaillent à la construction de la base sous-marine de La Pallice. Leur transfert a lieu le 9 juillet par l'Express Bordeaux-Nantes avec un départ de La Rochelle à 18h00 pour une arrivée prévue à 21h12. Ils sont accompagnés par les Inspecteurs Rossignol N. et Schwartz A. Les détenus qui avaient été fouillés minutieusement auparavant ne sont visiblement pas menottés et ne présentent aucun signe d'énerverment.

Le voyage se passe sans encombre. Mais, vers 20h30, entre La Roche-sur-Yon et l'Herbergement c'est le drame. Le détenu Poveda sort un rasoir qu'il avait habilement dissimulé et avec une extrême rapidité taillade la joue de l'Inspecteur Rossignol puis celle de Schwartz. L'inspecteur Rossignol n'hésite pas. Il dégaine son arme et tire une balle en pleine tête. Ainsi est mort sur le coup Gabriel Poveda Cano à l'âge de 37 ans. Né le 31 juillet 1905 à Barraf en Espagne et terrassier à La Rochelle, 18 rue du Port. Les deux inspecteurs ont été soignés par la Croix-Rouge allemande et par le Docteur Robin de l'Herbergement. Ils ont cependant poursuivi leur voyage jusqu'à Nantes où ils ont été hospitalisés à l'Hôtel-Dieu. Le train a accusé un retard de 40 minutes puisqu'il s'est arrêté dans chaque localité afin de doter les deux policiers d'ampoules d'huile de camphre nécessaires à leurs piqûres de soin.

Quant aux deux autres Espagnols ils ont été, pendant leur fin de trajet, placés sous très bonne

Rodrigo Parra Romero.  
(ADLA voir page 11) ▼





▲ José Moreno Galan. (ADLA voir page 11)

*et Dorotheo [n'ont] fait aucun geste pour intervenir dans la lutte*. L'on suppose que pour le reste du voyage leur attitude a été encore plus réservée !...

Est-ce qu'il y a un rapport avec cette terrible photo anthropométrique du 11 juillet où apparaît un homme blessé aux yeux hagards ? Le front présente une large blessure, les vêtements sont lacérés. Les sévices sont si évidents que l'on n'ose le regarder droit dans les yeux. De ce train de Bordeaux à Nantes à cette séance de photo policière que s'est-il passé ?

José Moreno Galan, né le 13 novembre 1898 à Villharta Cor-doba, ne nous a livré aucun témoignage. Seul, demeure son visage blessé et meurtri, alors que « pendant l'attentat il n'a fait aucun geste pour intervenir »...

De ce drame il s'en suivra des mesures beaucoup plus draconiennes pour tous les transports des prisonniers qui seront dorénavant menottés par deux ou trois et avec un effectif de surveillance accrue (10).

garde : un gendarme en permission et des soldats allemands qui se trouvaient là par hasard dans le train.

Dans un compte rendu rédigé par les deux inspecteurs en question, et adressé directement au Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police nationale, il est dit : « pendant l'attentat, les nommés Moreno

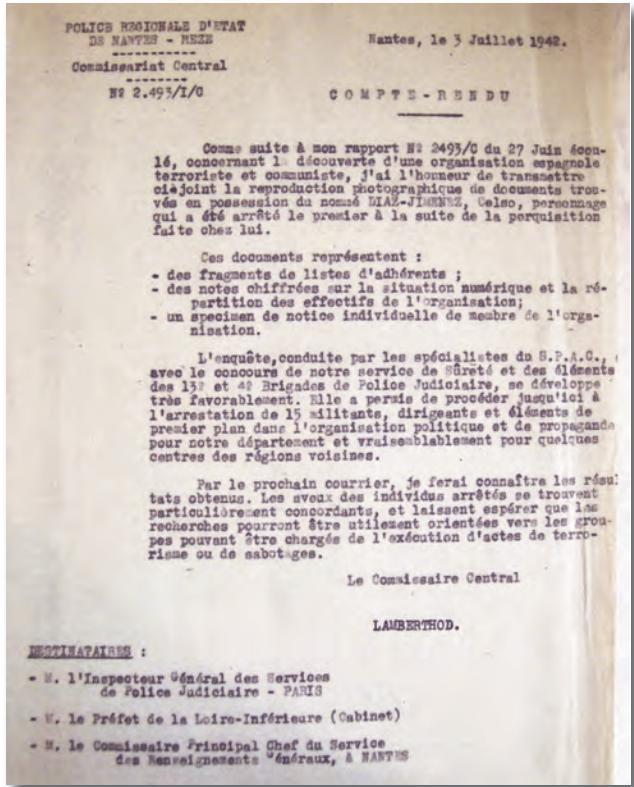
Une scène dramatique dans l'express Bordeaux-Nantes		Sous les de Procé, des Amic:
Une scène dramatique s'est déroulée au cours de la soirée de vendredi dans l'express Bordeaux-Nantes. Deux inspecteurs de la Police nationale, MM. Schwartz et Rossignol, ramenaient de la Rochelle à Nantes trois détenus espagnols dont la piste avait été prise à Saint-Nazaire. Ainsi que l'express se trouvait vers 18 h. 30, entre Belleville et L'Herbergement, l'un des trois Espagnols bondit soudain sur les inspecteurs, un rasoir à la main. Avant que les policiers n'aient pu le temps d'intervenir, il étaient grièvement blessés à coup de la terrible lame que l'Espagnol avait au habilement dissimulée sous son manteau.		Sous les on la Fédération laïques off après-midi, a nçaises, les deux hommes pré l'heure chante prestigeux. Ce fut les personnes et l'ordre. Plaisir des s' des oreilles, us ros de chute c gramma mons tement chuté p balets, dans e Nantaise à Nantes, son côté ne en l'aventure à transformer po rce en véritable une où l'abîment à flats miraculeuses charquieries. Et puis un autre écho du Vieil, o gymnasium, d'ouverture, don ce d'un vibron nes, son cor
NANTES - 115.21 en ville		♦ HOTEL ME... rap. 75.000 325.000. Cabinet
IL		DR
Claude, 47, Gé... leau; Al... 15; Châteauquier, r... le Chir... le Bonic... u. Foran, i... av...	<p>Le lendemain, des détenus détenus à Nantes a été assuré par le gendarme Lucas, de La Ronde-sur-Yon, en déplacement. L'express Bordeaux-Nantes a quitté L'Herbergement avec 40 minutes de retard.</p>	

Le 14 juillet 1942 le Commissaire Central Lambertod envoie donc au Préfet de La Loire-Inférieure et à l'Inspecteur Général des Services de Police Judiciaire à Paris le fameux organigramme qui résulte des interrogatoires faits jusqu'au 10 du mois courant. Il est le fruit de l'arrestation de 43 Espagnols tombés dans les rets policiers. Il termine son compte rendu de la manière suivante :

« Toutes ces arrestations faites en collaboration avec des fonctionnaires de Paris, d'Angers et de Rennes, ont permis à mon service de purger Nantes d'étrangers indésirables et particulièrement dangereux par le caractère de l'organisation à laquelle ils appartiennent ». (11)

Pour autant, les actes de résistance et de sabotage menés par les FTPF, s'ils sont en légère diminution, se poursuivent à Nantes. Ainsi le 9 juillet une bombe détruit un groupe compresseur à l'usine de construction de locomotives des Batignolles alors qu'elle est gardée par des soldats allemands armés. Un autre attentat a lieu le 16 juillet dans un immeuble occupé par un mess d'une formation de DCA de l'Armée allemande, avenue de l'Eperonnière. Et enfin, le lendemain, c'est au tour du Bureau d'embauche de la main-d'œuvre pour l'Allemagne qui subit des dégâts assez élevés par bombe. A ces actions spectaculaires s'ajoute la distribution de tracts clandestins.

Dans son rapport mensuel, que le Préfet de La Loire-Inférieure (12) adresse au Préfet régional (13) à Angers, il précise :



(ADLA 1226 W 415)



▲ Construction de la Base sous-marine de La Rochelle. (Collection Luc Braeuer)

« D'autre part, une brigade de la [du] SPAC, dirigée par le Commissaire de Police Lafouge, a fait une enquête sur le Parti communiste clandestin espagnol et a permis l'arrestation de 43 Espagnols et l'identification de 13 autres d'entre eux qui sont recherchés.

Cette enquête a décelé que, sur les 1600 Espagnols qui résident dans le département, environ 900 d'entre eux sont indiqués par les chefs du Parti communiste appréhendés comme des sympathisants communistes.

Tous ces Espagnols ont été transférés à Paris où ils seront déferés à la Section spéciale de la Cour d'Appel où une autre affaire similaire est en cours d'instruction.

A la suite de ces arrestations, j'ai demandé à M. le chef des SS de renforcer la surveillance des Espagnols qui travaillent sous la garde et pour le compte de l'Armée d'occupation au camp de Montoir ». (14)

Dans ce même rapport il est indiqué dans le chapitre 4 (Relation avec les autorités occupantes) :

« La Feldkommandantur de Nantes a changé de titulaire : M. Von Und Zu Bodman, qui avait remplacé le Major Hotz après sa mort, a été lui-même remplacé par le Major Von Trotha, ancien Kreiskommandant de Saint-Nazaire.

*Les relations avec les SS sont très étroites et se déroulent dans une atmosphère courtoise. A l'occasion de la cérémonie de la prestation de serment de la Police, M. le Chef des SS m'a autorisé à hisser le drapeau français.*

*Il m'a demandé d'activer la lutte entreprise contre le communisme et, après s'être montré très heureux du rôle joué dans les arrestations de communistes espagnols, par la brigade spéciale de la SPAC venue de Paris, il m'a prié d'intervenir auprès de la Délégation du Ministère de l'Intérieur, afin que cette brigade revienne à Nantes continuer ses enquêtes contre le communisme.*

*Les arrestations de Juifs se sont déroulées sans incident, avec la collaboration de la Police française. Environ 95 Juifs ont été arrêtés dans l'ensemble du département, dont 60 dans l'arrondissement de Saint-Nazaire, ce qui a produit une certaine émotion, principalement à La Baule, où réside un certain nombre d'Israélites.*

*La liste des Juifs arrêtés doit m'être remise incessamment par M. Le Chef des SS.*

*A la suite de ces arrestations qui, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, porteraient en fait uniquement sur des étrangers, M. le Chef des SS m'a demandé de procéder à une nouvelle vérification de tous les Juifs du département et m'a prié de leur rappeler l'obligation pour eux de porter l'insigne spécial. »*

▼ Un des nombreux attentats à Nantes en 1942. (ADLA1623 W 47)



## IMPLACABLE RÉPRESSION

Cette répression a des appuis et des relais politiques et institutionnels non négligeables qui n'ont jamais été mis en évidence. Alors tentons de le faire.

Prenons un exemple significatif situé en dehors des deux grands pôles que sont Nantes et St-Nazaire. Déplaçons nous à 30 kilomètres au nord de Nantes et arrêtons nous dans cette ville rurale de Blain (6000 habitants). Y réside une cinquantaine d'Espagnols employée principalement par les autorités allemandes. Le maire de cette ville s'adresse au Sous-Prefet de Châteaubriant le 12 décembre 1941 de la manière suivante :

*« Etant donné les circonstances spéciales où travaillent ces étrangers, il m'est impossible d'assurer avec les moyens normaux, le bon ordre dans la commune et je décline toute responsabilité au cas où des incidents sérieux se produiraient ». (15)*

Pour la période qui nous occupe, le 25 juillet 1942, le maire de Blain M. Simon, toujours lui, alerte le Préfet :

*« A différentes reprises, j'ai signalé la présence à Blain d'étrangers employés par l'armée ou les organisations allemandes sur lesquels je n'ai de ce fait aucune action.*

*Parmi ces étrangers il existe des Espagnols rentrés en France à la suite de la débâcle de l'Armée rouge espagnole, au début de 1939, des Portugais figurent aussi dans la population flottante. Ces gens sont d'autant plus difficiles à surveiller que travaillant parfois à*

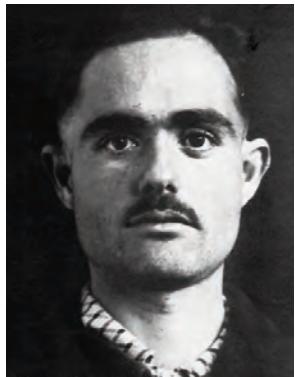
*Saint-Nazaire et sur la côte, ils ont conservé un domicile à Blain, d'où un va-et-vient qui peut permettre en cas d'attentats ou de troubles, la création d'alibi.*

*Il appartient aux autorités de la Police allemande et à la Gendarmerie française de surveiller cette population suspecte sur laquelle les communes n'ont pas d'action.*

*J'ai toujours considéré que la présence des espagnols plus ou moins évadés des camps du midi constituait un danger pour l'ordre public et une menace sérieuse pour les populations paisibles en cas d'attentats ou d'actes de sabotage. La mise en camp de concentration de tous ces suspects à proximité de leurs chantiers serait la seule mesure efficace, éviterait par ailleurs des frais de*

Ernesto Prieto Hidalgo résident à Blain, arrêté puis fusillé.

▼ (ADLA voir page 11)



*transport et diminuerait la pratique intensive du marché noir à laquelle ils se livrent »... (16).*

Cette insistance aura des conséquences dramatiques quelques mois plus tard. Quatre espagnols seront repérés à Blain et arrêtés les 17 et 18 septembre dans cette localité ainsi qu'à Saint-Nazaire, jugés, condamnés à mort et fusillés le 13 février 1943 suite au procès dit « des 42 ».

En outre 12 autres Républicains espagnols seront arrêtés le 29 octobre 1942 et condamnés tous à la déportation. Nous ne savons pas s'ils ont survécu (17). De concert, le Maire de Nantes, G. Rondeau apporte sa pierre à cet édifice nauséabond dans une adresse au Préfet en date du 28 juillet :

*« J'ai eu l'occasion, à différentes reprises, de vous signaler les inconvénients et les dangers que présente, pour le bon ordre et pour la sécurité de la population, la présence à Nantes, de nombreux étrangers espagnols, italiens, polonais, etc. dont beaucoup sont douteux et ont été dans l'obligation de quitter leur pays en raison de leurs agissements ou parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre à ses lois.*

*Il serait navrant de voir la population nantaise dans l'ensemble calme et parfaitement disciplinée porter le poids et la responsabilité d'actes commis par des individus qui lui sont complètement étrangers » (18).*

Ces vœux émis par deux maires (probablement plus, ce que ne nous délivrent pas nécessairement toutes les archives) ont pour conséquence immédiate le renforcement d'un contrôle coercitif des réfugiés espagnols. Il vise le certificat de nationalité nécessaire à la délivrance et au renouvellement du titre de séjour et, ce qui n'est pas anodin, le visa de départ et d'arrivée. De quoi s'agit-il ?

D'un décret en date du 14 mai 1938 et modifié par les circulaires du 28 octobre 1940 et 25 avril 1941 en ce qui concerne la communication à la préfecture des changements de domicile des étrangers. Une nouvelle loi en date du 30 mai 1941 stipule que tout étranger autorisé à séjourner



▲ Teodoro Benito Moralès, 2<sup>e</sup> à partir de la droite, centre ville de Blain en 1942. Arrêté puis déporté. (Collection M. et Mme Herry)

en France est tenu de déclarer son transfert de domicile à chaque départ et à chaque arrivée à la Mairie ou au Commissariat de Police, même lorsque ce transfert a été effectué dans les limites d'une même localité. Dans une circulaire adressée le 29 juillet 1942 à tous les maires du département, aux commissaires centraux, spéciaux et commissaires de Police, Y. Bayet, secrétaire général du Préfet de la Loire-Inférieure, précise :

« En conséquence, il y a lieu d'adresser au jour le jour, à la Préfecture, en trois exemplaires, les bulletins réglementaires de visa de départ et d'arrivée des étrangers ». (19)

Nous l'avons compris, cette circulaire intimidante implique tous les lieux d'hébergement des étrangers (pas seulement les Espagnols) du simple meublé particulier plus ou moins déclaré à ce jour, aux hôtels et centres d'hébergement, etc. Cette mise en fiche quotidienne-ment à jour est une source inépuisable d'informations pour les différents services de police. Une toile d'araignée redoutablement efficace qui a, pour conséquence la propagation d'un climat délétère, de doute, suspicion et malheureusement de délation. Notons que la presse collaborationniste, en particulier « Le Phare de La Loire » n'est pas encore entrée en lice dans ce dispositif répressif et idéologique en ce mois de juillet 1942. Ce qui ne saurait tarder.

Pour les deux mois qui vont suivre, août et septembre, nous allons assister à un certain glissement de l'activité du SPAC-SRNAM (20) qui se recentre d'avantage sur l'activité intense des Communistes français. Ce que confirme le commissaire central dans son compte-rendu d'activité du 8 août 1942 :

*« Procédant par la suite à de nouvelles investigations à Nantes, les fonctionnaires spécialisés de la Police Nationale recevant une large assistance de mon service, ont, à la fin du mois de juillet, pu déclencher à nouveau de vastes opérations, cette fois contre les militants communistes français.*

*A ce jour on compte une quarantaine d'arrestations de militants actifs du Parti communiste, pendant que l'enquête en cours peut s'orienter maintenant vers les milieux terroristes. Trois individus soupçonnés d'appartenir à un groupe terroriste, ont réussi à échapper aux inspecteurs guettant leur arrivée à Saint-Sébastien, dans la nuit du 6 août et ont blessé grièvement un inspecteur, mais ont pu être identifiés et sont activement recherchés. »*

Ce dernier épisode relate un guet-apens dressé par le SPAC qui a mal tourné puisque l'inspecteur Parent a été grièvement blessé mais a permis d'identifier trois résistants Raymond Hervé, André Peraucheaup et Valentin Clero (21).

## UN PROCÈS RETENTISSANT

En cette période notre attention est attirée par une longue conversation qui a lieu le 14 août 1942 entre le commandeur Ernst, le chef de la Police allemande SS et le Préfet de la Loire-Inférieure. Ernst a une idée en tête qui est partagée par ses supérieurs mais, pour qu'elle aboutisse, doit avoir l'aval du Gouvernement vichyssois. De quoi s'agit-il ?

Laissons, ici, la parole au Préfet du département :

*« M. Le Commandant Ernst m'a déclaré qu'il désirerait que tous les individus arrêtés puissent être jugés à Nantes par le tribunal d'État. J'ai saisi M. le Procureur de l'Etat Français de Nantes de cette demande.*

*Celui-ci vient de me faire connaître que la loi du 7 septembre 1941 qui organise le Tribunal d'Etat prévoit que cette juridiction est divisée en deux sections dont les sièges ont été fixés, par décret du même jour, à Paris et à Lyon.*

*Seul, semble t-il, un nouveau décret pourrait apporter des dérogations à ce texte.*

*Je tiens à vous faire connaître que je partage l'avis de M. le Commandeur Ernst et qu'il me semble opportun que tous les communistes arrêtés dans l'enquête qui est actuellement en cours et dont le nombre a déjà dépassé plus de 100, soient jugés à Nantes.*

*J'y vois de grands avantages au point de vue propagande et au point de vue psychologique sur l'opinion publique dans le département de la Loire-Inférieure.*

*D'autre part, cette solution éviterait le*

Circ. du 1<sup>er</sup> mars 1942  
Monde n° 1

Numéro d'ordre 521681	
Entré le 15.7.42	
<b>SIGNALMENT</b>	
I. — Renseignements anthropométriques	
Taille : 1 <sup>m</sup> 72	Revêtement : 1 <sup>e</sup> ...
Bras : 0 <sup>m</sup> 92	Blouse : 0 <sup>m</sup> 90
Longueur : 1 <sup>m</sup> 72	Chapeau : 0 <sup>m</sup> 90
Crâne : 56	Longueur : 1 <sup>m</sup> 72
Yeux : 1 <sup>m</sup> 72	Largeur : 1 <sup>m</sup> 72
Barbe : 0 <sup>m</sup> 90	Prof. 2 : 1 <sup>m</sup> 72
Cheveux : 0 <sup>m</sup> 90	Mérid. 0 <sup>m</sup> 90
Front : 1 <sup>m</sup> 72	Surjol. 0 <sup>m</sup> 90
Nez : 0 <sup>m</sup> 90	Couche g. : 0 <sup>m</sup> 90
II. — Renseignements descriptive	
Yeux : Bleus	Cheveux : Châtain
Barbe : 0 <sup>m</sup> 90	Couleur : Châtain
Cheveux : 0 <sup>m</sup> 90	Orientation : Droite
Front : 1 <sup>m</sup> 72	Hauteur : 1 <sup>m</sup> 72
Yeux : 1 <sup>m</sup> 72	Largeur : 1 <sup>m</sup> 72
Barbe : 0 <sup>m</sup> 90	Prof. 2 : 1 <sup>m</sup> 72
Cheveux : 0 <sup>m</sup> 90	Mérid. 0 <sup>m</sup> 90
Front : 1 <sup>m</sup> 72	Surjol. 0 <sup>m</sup> 90
Yeux : 1 <sup>m</sup> 72	Couche g. : 0 <sup>m</sup> 90
III. — Principales marques particulières :	
G — 1942-1943, Série n° 111	

**EXTRAIT DU REGISTRE D'ÉCROU  
PRISON DE LA SANTÉ**

Par *André Chevallier*, Vétiaire Paris  
en date *11.11.42* et nommé *Diag, César*  
né *à Guilla* le *08.7.1906*  
fil de *Eulalia* et de *Robert Diag*  
demeurant à *C. de J.*  
profession de *vétiaire*  
déclaré coupable de *propagande communiste*  
a été condamné à la peine de *cinq ans de prison*  
*à l'échafaud* en vertu des articles *du c. 7*  
Il a commencé à subir sa peine le *15.7.1942*  
Gravé le *15.7.1942* à laquelle  
peine expira le *15.7.1947*

Certifié conforme par le sous-signé, Directeur ou Surveillant-Chef  
de la maison de **PRISON DE LA SANTÉ**

Le *15.7.1942*

(Collection Fabien Garrido)

transport à Paris d'une centaine de détenus dont plusieurs sont des individus très dangereux.

*Je dois vous signaler, d'autre part, que parmi tous les individus arrêtés dans cette affaire, une partie d'entre eux pourraient être également déférés à la Section spéciale de la Cour d'Appel de Rennes, en application de la loi du 14 août 1941. Ce sont principalement ceux contre lesquels on n'a pu relever que des faits de propagande communiste et notamment tous les membres des cellules des « Jeunesses communistes » qui ont été arrêtés.*

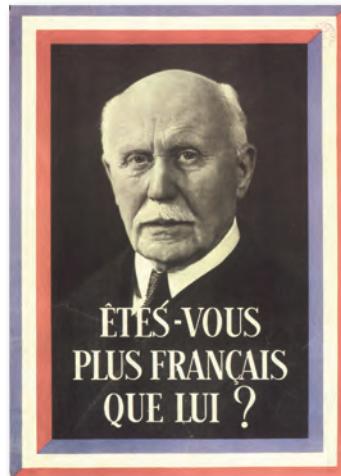
*Par contre, il me semble absolument indispensable de déférer au Tribunal d'État tous les membres de l'organisation terroriste.*

Le Préfet, Philibert Dupard, poursuit sa requête auprès du Préfet de la Région d'Angers, Jean Roussillon, en lui demandant de bien vouloir soumettre ces questions au Gouvernement de Vichy à qui il appartient de décider, puisqu'il est le seul compétent pour saisir le Conseil des Ministres et par voie de conséquence le Tribunal d'État. (22)

La réaction de J. Roussillon ne tarde pas. Le 26 août il s'engouffre dans ce processus et s'adresse directement au Maréchal Pétain ainsi qu'au ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur en reprenant au mot à mot la demande de P. Dupard. Cependant le ministre de l'Intérieur par un courrier en date du 5 septembre réserve une suite défavorable à cette suggestion d'un déplacement exceptionnel à Nantes du Tribunal d'Etat et en rappelle les termes de la loi du 7 septembre 1941. Il faudra attendre le 17 décembre pour que les autorités nazies

et le gouvernement de Vichy tranchent sur cette question. Il en revient au Procureur de la République, Zollinger, d'en informer le Préfet du département de la Loire-Inférieure en ces termes :

*« J'ai l'honneur de vous faire connaître, à titre d'information, que les procédures instruites à mon Parquet contre les communistes et terroristes, sont terminées et en état d'être réglées, depuis plusieurs semaines. L'expédition de ces affaires ne dépendait plus que de la décision des autorités allemandes relative à la compétence, d'une part, et, d'autre part, des instructions du Parquet Général pour le transfèrement à Rennes des inculpés cités à comparaître devant la Section Spéciale de la Cour.*



DR

*Il a été constitué, en dehors des dossiers englobant tous les individus inculpés d'activité communiste (Jeunesses communistes, Parti communiste, Front national), un dossier groupant les terroristes sous inculpation d'association de malfaiteurs, et 38 dossiers relatifs aux divers attentats reprochés aux terroristes et aux affaires en liaison avec ces attentats.*

*L'autorité allemande, après avoir longtemps ajourné sa décision, m'a remis une liste de 42 détenus, qui doivent être jugés par le Tribunal militaire pour l'ensemble des faits qui leur sont reprochés. Ce sont tous ceux qui ont participé aux attentats terroristes et, en outre, quelques communistes. Elle a précisé ensuite que, à l'encontre de ces 42 inculpés, aucune poursuite ultérieure devant la Justice Française ne serait admise. Les débats devant le Tribunal allemand doivent avoir lieu dans le courant du mois de janvier 1943. Je maintiendrai en attente les dossiers des affaires comprenant des inculpés en fuite et sous mandat d'arrêt, en vue de poursuites éventuelles, par contumace.*

*D'autre part, la Section Spéciale de la Cour de Rennes doit juger samedi prochain 19 décembre, deux premières séries de communistes (8 du Front national, 11 plus 1 libre, des Jeunesses communistes) dont le transfèrement à la prison de Vitré vient d'être requis, pour être mis à la disposition de la Cour. Les autres communistes seront à leur tour, dans les semaines prochaines, déférés à la Cour en quatre séries, quand les possibilités de transfèrement et de détention, et quand le rôle de la Section Spéciale, le permettront.* (23)

Après toutes ces tergiversations ce courrier de Zollinger met un point final aux différends qui opposent toutes les parties et ouvrent la voie à ce fameux procès qui aura lieu au Palais de justice de Nantes, sous l'autorité militaire allemande, du 15 au 28 janvier 1943. Ce sera un procès retentissant dit « Le Procès des 42 » où seront jugés 45 inculpés et qui se traduira par la condamnation à mort de 37 résistants communistes dont 5 Républicains espagnols.



▲ Palais de Justice de Nantes avant 1940. (ADLA 2 FI NANTES 256)

## ERREURS ET PROPAGANDE

Mais revenons à ce mois d'août 1942, le 28 précisément. Le journal collaborationniste « Le Phare » ouvre le feu avec, en première page, un titre cinglant : « Ils se cachent dans les plis de notre drapeau pour mieux commettre leurs crimes. Une vaste opération policière et de salut public met fin, dans la région nantaise, à une redoutable organisation terroriste à la solde de Moscou » et en dessous : « Depuis des mois, les malfaiteurs multipliaient attentats et crimes de droit commun : 101 Français et 42 Espagnols arrêtés ». Il s'en suit en page 2 et sur deux colonnes un développement qui fait froid dans le dos du lecteur. Plus du tiers de ce long article est consacré aux Espagnols « bourreaux de Madrid, de Téruel et autres lieux, professeurs de nos terroristes français... », pire « ... les membres de cette organisation militaire, dont l'effectif était de 920 militants sur un total de 1500 Espagnols... » le ton est donné ! Le lendemain, 29 août « Le Phare », toujours lui, titre en première page : « Comment furent découverts l'organisation terroriste des hommes de la Guépéou, l'arsenal de la bande et le bilan de ses sinistres besognes ».

Quelques remarques s'imposent. La première est relative à des détails précis relatés dans ces articles qui n'ont pu être fournis que par les services de police, ce qui montre, à l'évidence, la collusion de cette presse avec la police et les autorités de l'Etat vichysois. La deuxième est l'extravagance du potentiel humain de cette résistance franco-espagnole. Ainsi 920 Espagnols constituent ou constituaient l'appareil communiste espagnol ou sa potentialité.

Extravagance ? Pas vraiment ! En fait, ce qui l'est doit être recherché dans les appréciations formulées par quelques dirigeants du PCE en Loire-Inférieure. Nous l'avons abordé au début de ce premier chapitre, lors de l'arrestation de Celso Diaz et de son compagnon de chambre Bautista Lopez des documents extrêmement compromettants ont été découverts à leur domicile.

Parmi ceux-ci plusieurs feuillets écrits au crayon à papier qui semblent, à priori, relever d'une simple comptabilité. N'empêche, les commissaires du SPAC-SRNAM et Fourcade en tête ne négligent pas ces papiers. L'on n'ose imaginer par quelles méthodes ils arriveront à décoder ces

notes chiffrées. En fait Celso Diaz Jimenez avait répertorié et consigné toute l'organisation clandestine avec une précision redoutable. Pour exemple, prenons un de ces feuillets avec les explications policières :

« N° 4. - Cette feuille est un relevé numérique détaillé du mouvement communiste clandestin espagnol dans la région de l'ouest, de la position en général des espagnols exerçant un office au sein du parti ou susceptibles de prendre une part active à l'action directe ou à la propagande clandestine.

Les colonnes verticales en commençant par la gauche signifient :

1<sup>ère</sup> colonne : noms des villes où la

propagande communiste est exercée : Nantes, Bouguenais, La Montagne, St-Nazaire, Montoir, La Baule, Pornichet, Donges, Savenay.

2<sup>ème</sup> colonne : liste des espagnols communistes non intégrés au cadre illégal, mais servant de réserve : Nantes : 360 - Bouguenais : 10 - La Montagne : 30 - St-Nazaire : 100 - Montoir : 350 - La Baule : 30 - Pornichet : 20 - Donges : 20 - Savenay : non dénombré. Soit au total : **920 espagnols**.

3<sup>ème</sup> colonne : membres du parti illégal pour les villes de Nantes : 10 - Bouguenais : 4 - La Montagne : 1 - St-Nazaire : 17 - Montoir : 27 - La Baule : 3 - Pornichet : 2 - Donges et Savenay n'étant pas dénombrés (64 : total).

4<sup>ème</sup> colonne : membres des comités d'union nationale : Nantes : 1 - La Montagne : 1, au total 2.

5<sup>ème</sup> colonne : nombre des sympathisants actifs : Nantes : 3 - La Montagne : 5. Au total 8.

6<sup>ème</sup> colonne : sympathisants en observation : Nantes : 1 - St-Nazaire : 5 - Montoir et La Baule non dénombrés ; au total : 6.

Les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> colonnes représentent les comités d'organisation, comités exécutifs et contribuables volontaires n'ont pas été dénombrés.

10<sup>ème</sup> colonne : nombre de cellules : Nantes : 3 - St-Nazaire : 6 - Montoir : 8 - La Baule : 1 - Pornichet : 1 - au total : 19.

11<sup>ème</sup> colonne : nombre des groupes de sympathisants espagnols : Bouguenais : 1 - St-Nazaire : 1 - Montoir : 1 - au total : 3.



12<sup>ème</sup> colonne : nombre total des militaires et officiers ayant appartenu aux cadres de l'Armée républicaine espagnole. Nantes : 4, La Baule : néant, Bouguenais : 1, St-Nazaire : 9, Montoir : 7, Pornichet : 2 ; au total : 23.

13<sup>ème</sup> colonne : officiers supérieurs au grade de commandant : Pornichet : 1.

14<sup>ème</sup> colonne : nombre des autres officiers : Nantes : 3, Bouguenais : 1, St-Nazaire : 9, Montoir : 7, au total 20 [il y a erreur dans l'addition sur l'original].

15<sup>ème</sup> colonne : nombre des commissaires politiques : Nantes : 1, Pornichet : 1, au total : 2.

16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> colonnes : comités d'union nationale : non dénombrés.

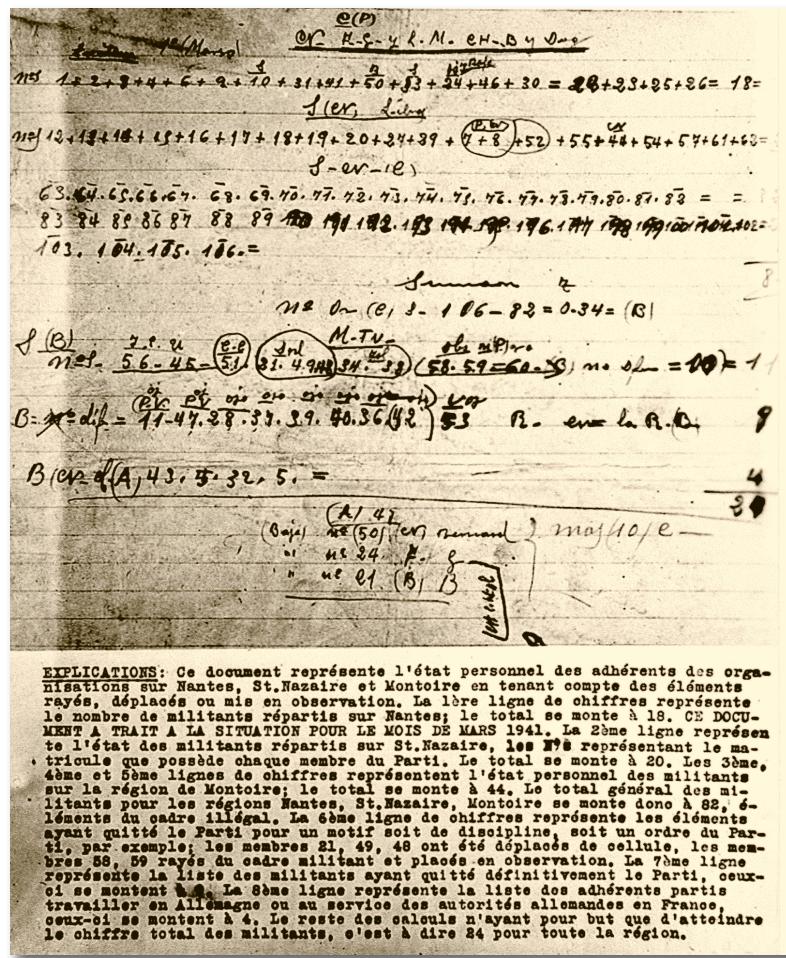
18<sup>ème</sup> colonne : Jeunesses communistes espagnoles unifiées ; Nantes : 3 - St-Nazaire : 1 - Montoir : 1, au total : 5.

19<sup>ème</sup> colonne : jeunesse non affiliées mais sympathisantes : Nantes : 6. Les calculs se trouvant au bas de cette page représentent le calcul du pourcentage des espagnols entrés dans le cadre illégal comparativement au nombre des espagnols sympathisants. Le total se monte à 9 %. (24)

Cet état des lieux, d'une extrême précision, permet de jeter les bases de l'organigramme policier du 14 juillet 1942. Deux autres remarques s'imposent : comment se fait-il que des hommes aguerris à la lutte armée et à la clandestinité aient pu rédiger et conserver chez eux de tels documents à charge mettant au péril toute l'organisation, c'est-à-dire des vies humaines, des êtres avec qui l'on partage les mêmes idéaux, les mêmes combats et en la circonstance les mêmes souffrances ?

Cette insouciance trouve une de ses sources dans une pratique idéologique et bureaucratique de l'Internationale Communiste qui a été confrontée pendant des décennies à un flicage serré et aux méthodes les plus subtiles d'infiltrations de ses organisations y compris par des militants « retournés » ou achetés. Des fiches érigées en système de contrôle interne de l'appareil qui, tombées entre les mains de la police ont des conséquences dramatiques. La seconde remarque a trait à la propagande collaborationniste. La presse exulte et s'engouffre dans une stratégie définie hors des salles de rédaction.

Les angles d'attaque se révèlent être relativement simples et efficaces : les résistants ne sont pas des gens fréquentables. Pire ce sont des « cambrioleurs, des assassins, des criminels » « les individus sont tous des chefs des milices rouges... qui font partie de groupements terroristes... », les qualificatifs me manquent pour les mettre au ban de la société car non seulement ce ne sont pas de « bons français » mais ils sont à la solde de Moscou. Ainsi, étrangers pour étrangers, ces « mauvais français »



(ADLA 1623 W 48)

sont liés cul et chemise avec des espagnols. Et quels Espagnols, « des violeurs de nonnes, massacreurs de prêtres... d'ailleurs condamnés à mort en Espagne...» Ce n'est pas un hasard si 5 Espagnols seront inculpés et condamnés à mort lors du « Procès des 42 ».

Enfin cette pression idéologique dépasse largement le cadre local puisque le journal Toulousain « Le Midi Socialiste » du 1<sup>er</sup> septembre 1942 s'empare de l'information et y va de son couplet : « La Police arrête à Nantes une bande de terroristes – 144 individus dont 42 Espagnols, coupables de vingt attentats, cambriolages et assassinats ont été mis sous les verrous. » Ainsi le vœu exprimé par Ernst le 14 août est exaucé.

## ET LES AUTORITÉS FRANQUISTES ?

Elles ne tardent pas à réagir à cette campagne de presse. Le 2 septembre, l'ambassadeur d'Espagne « à Paris », José Félix de Lequerica, dont le siège est à Vichy, envoie son secrétaire au Ministère de l'Intérieur français pour chercher à vérifier les données concernant les Espagnols arrêtés.

Le fonctionnaire qui le reçoit lui répond de manière laconique et dans un langage... diplomatique : « *Les seules informations en possession du Ministère de l'Intérieur ont été reçues, pour l'instant, uniquement par téléphone et sont semblables à celles publiées par la presse !!!* »



▲ Lluís Companys. DR

sade à Vichy. Il se trouve, en fait, à Paris en contact avec les autorités de police allemande et française. Ce dernier avait, mentionné le Consul Général : « *indiqué en temps utile et avec force détails à la Direction Générale de Sécurité [Espagnole] qu'une des principales bandes était composée par des rouges espagnols.* » (25)

Arrêtons nous, ici, quelques instants sur ce personnage, Pedro Urraca Rendueles, au profil étonnamment trouble et flou. Il y a quelques années déjà, Fabien Garrido (26) m'avait alerté sur la présence de dossiers aux archives de la police de Paris, le concernant, ainsi qu'aux archives du Ministère des Affaires Etrangères à Madrid (27).

P. Urraca est un ancien banquier douteux qui s'est reconvertis avec succès dans la police puisqu'en 1939 il a le titre de commissaire. Fasciste convaincu, c'est aussi un cadre de la Phalange dans laquelle il est très apprécié par les plus hauts dignitaires de cette redoutable organisation fasciste. Recommandé par cette organisation auprès du colonel José

Jimenez Ungria qui n'est autre que le responsable du SIPM (Le Service d'Information et de Police militaire espagnol), P. Urraca se voit confier des missions de la plus haute importance : établir et renforcer les réseaux de renseignements espagnols sur le territoire français et organiser la chasse aux Républicains espagnols les plus notoires. Pour ce faire, il a carte blanche et dispose de la bienveillance de l'Ambassade d'Espagne. Avec cette feuille de route il entre en France le 28 octobre 1939 par Hendaye.

Après la défaite et l'occupation allemande de juin 1940, P. Urraca entre en contact avec les Services de Renseignements Nazis. C'est le début d'une longue et fructueuse collaboration entre les polices espagnoles, allemandes et françaises chargées de la « répression anti-nationale ». Il se distinguera particulièrement par l'arrestation de Lluís Companys (28) et par l'implication directe de ses services dans l'arrestation de 131 militants communistes en zone occupée (juin à septembre 1942), parmi eux les 7 Espagnols résidents en Loire-Inférieure qui seront massacrés à Vaugeton, dans la Vienne, en juin 1944.

Il peut aussi s'appuyer sur les organisations pro-franquistes qui fleurissent sur le territoire français à partir de 1939, après la reconnaissance de Franco par la France et l'établissement officiel des relations entre États.

A Nantes, la plus importante est sans conteste « La Phalange » qui regroupe 85 Espagnols. Organisation ouvertement fasciste elle est présidée par un docteur en médecine, Manuel Gonzalez De Quijano. Dans une lettre de recommandation adressée au Commandant militaire allemand de Nantes il utilise comme formule de politesse « *Heil Hitler ! Saludo à Franco !* ». Mais il y a pire, M. Gonzalez De Quijano admettra, en 1944 avoir remis en 1941 une liste de communistes espagnols à un commissaire de police dont il n'a même pas décliné l'identité. Tous ces Espagnols ont été arrêtés et internés aux camps de Rouillé et de Voves.

Une autre association « La Casa de España » a une influence moindre avec ses 27 membres. Une lettre adressée au Préfet le 24 juillet 1940 indique les noms des dirigeants et administrateurs de cette association. En dehors du Président d'honneur, le comte Henri de Suyrot qui est vice-consul d'Espagne et de Urbano Sanchez ouvrier résident à la Chabossière-Couëron, tous les autres sont commerçants.

Cette organisation souhaite, dans ses statuts déposés à la préfecture, « *réaliser l'union morale de tous les Espagnols et maintenir*



▲ Manuel Gonzalès de Quijano  
(ADLA 4 M 1853)

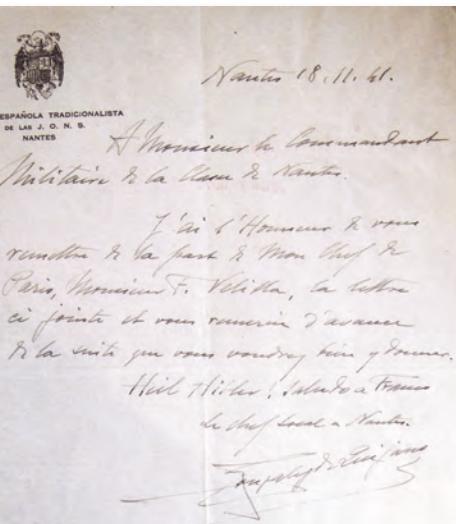


▲ Carmen Sanchez de Sylvèra  
(ADLA 4 M 1853)

très haut le prestige de l'Espagne par l'honneur, la conduite et le maintien de chacun de ses membres ». Ce que ne partage pas tout à fait un rapport des Renseignements Généraux stipulant que cette organisation « chercherait à identifier les éléments Front Populaire espagnols pour les faire expulser du territoire français ». En fait de moralité, plusieurs membres de cette association seront condamnés après guerre pour collaboration et profits illicites. Le cas le plus significatif est celui de Pedro Sastre qui est devenu « l'un des plus gros traîquants du marché noir germano-nantais ».

Enfin, relevons l'existence de « L'Auxilio Social » qui n'est autre qu'un bureau d'aide sociale situé, lui aussi, dans les locaux du consulat.

Sa présidente Mademoiselle Sanchez De Sylvèra est un personnage atypique et ambiguë. Chancelier du vice-consulat d'Espagne à Nantes elle refuse son adhésion au gouvernement de la République et démissionne en février 1937. Cette association, « L'Auxilio Social », repose essentiellement sur ses épaules. Avec les fonds qui proviennent directement de l'Ambassade d'Espagne à Paris, via la banque Le Crédit de l'Ouest, elle essaie d'attirer la sympathie de ses compatriotes les plus nécessiteux en les aidant financièrement. Son abnégation miséricordeuse n'est pas dénuée d'arrière pensées politiques. Par ce biais elle tente inlassablement de ramener à la bergerie ces pauvres « brebis rouges » égarées.



DR

Voilà pour la façade, mais derrière se cache un personnage méprisable et véritable agent franquiste qui n'hésite pas à rédiger des listes de compatriotes en précisant dans la marge des noms indiqués « s'ils sont bons ou mauvais » politiquement parlant... Ces listes seront envoyées à l'ambassade d'Espagne et aux services de répression nazie.

C'est ainsi que le commissaire de police P. Urraca bénéficiera d'appuis larges et étendus, de ramifications insoupçonnées dont toutes les conséquences n'ont pas été établies à ce jour.

## ET PENDANT CE TEMPS, À PARIS

Nous avons vu que la plupart des Espagnols arrêtés dans le département entre juin et août 1942 ont été transférés à la prison de la Santé à Paris en attendant d'être jugés. L'activité clandestine du PCE se poursuit tant bien que mal dans des conditions plus périlleuses. L'étau se resserre sur la plupart des dirigeants et une seconde rafle extrêmement sévère a lieu au cours du dernier trimestre 1942. Elle décuple la direction de la Résistance espagnole en zone occupée. C'est ce que nous explique Fabien Garrido :

« Le personnage central ciblé par les filatures d'octobre et de novembre 1942 fut Francisco Perramon, ancien responsable de Bordeaux et de la région du sud-ouest de la France. Il était venu à Paris à la suite des arrestations de juin pour remplir la fonction de secrétaire à l'Organisation. La même technique de filatures qu'en juin fut appliquée : la priorité pour les policiers étant de « loger » les résistants. Dans le cas présent, ils menèrent leurs principales filatures à partir du logement de Perramon.

Perramon fit l'objet de 15 filatures en octobre et de 13 autres en novembre, jusqu'à son arrestation le

30 novembre. Le 30 novembre, Perramon a reçu Miret Musté à 9 heures. Une heure plus tard, il a eu un rendez-vous avec les nommés Carrero et Laborda dans un café à l'angle de la rue de la Gaîté et du boulevard Edgar Quinet (près de la gare Montparnasse). C'est la première fois que le nom de Léon Carrero figure dans un rapport de police. Jusqu'à présent, il n'avait été ni localisé, ni identifié.

L'arrestation de Léon Carrero, totalement inconnu des services de police, fut donc une malchance totale.

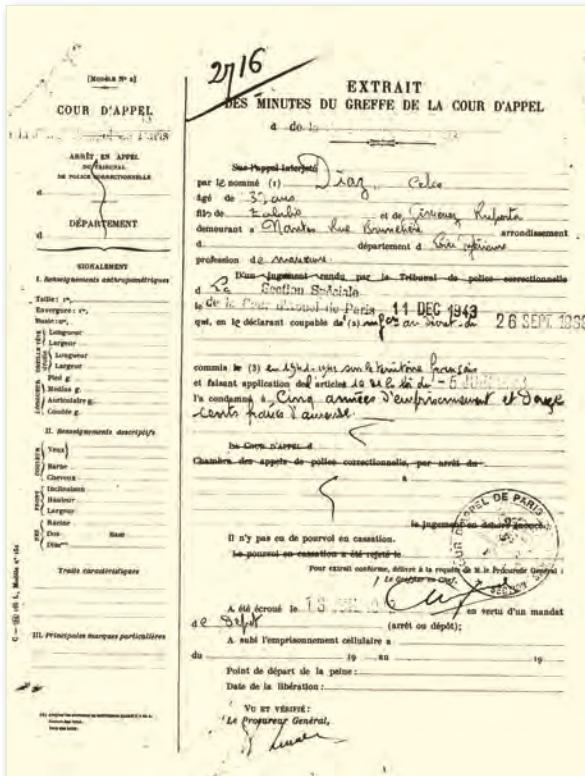


DR

▼ Joan Escuer Gomis  
(ADLA voir page 11)



39



(Collection Fabien Garrido)

armée de la Wehrmacht à Stalingrad, capitulation de l'Italie, débarquement des troupes françaises en Corse...) qui explique, pour partie, les peines relativement légères à l'époque. Mais laissons ici la parole à Joan Escuer Gomis :

« Le verdict tomba le 11 décembre 1943 ; les camarades responsables de Paris, Marba et Martin, trois ans de prison ; les responsables de Rennes, Joaquin Barrios et Laborda, trois ans de prison ; les camarades de Saint-Nazaire et de Nantes, Julian Laso, Victor Terriza, Turon, Antonio Pérez Revilla, Enrique Raso, Celso Diaz et José Parra, trois ans de prison ; toutes les femmes, y compris Constanza et le reste des hommes, Tomas Urbiztondo, Vicente Barrachina, les frères La Casa, Teodoro Benito... et moi-même, 18 mois. »

Quelques temps après les condamnés sont envoyés à la prison des Tourelles puis séparés et répartis en différents camps d'internement ou de concentration : Rouillé, Eysses puis Dachau, Mauthausen, Ravens-

bruck... Pourquoi cette répartition ? Encombrement de certains camps ? Degrés de la peine ? Volonté de ne pas concentrer tous ces Espagnols en un seul lieu ? Ce qui est certain : tous les condamnés à 2 ans ou plus de prison ont été expédiés à Eysses...

Le 7 mai 1944 arrive en gare de Rouillé et en provenance de Paris un nouveau convoi de détenus sous la haute surveillance de la gendarmerie française. Ils sont transférés de la prison des Tourelles au camp de Rouillé (30), ce qui porte l'effectif à 369 internés. L'administration de Vichy a-t-elle un sens équilibré des mathématiques ou une démarche idéologique si pernicieuse ?

Au total, il y eut 28 arrestations parmi la direction espagnole, dont la plus importante fut celle de José Miret Musté, dirigeant de l'organisation clandestine pour l'ensemble de la zone occupée. » (29)

Finalement ils seront jugés en décembre 1943 dans un contexte international considérablement modifié (défaite de la VI<sup>e</sup>

L'équilibre est parfait et l'assimilation facile qui peut être faite entre ces étrangers « indésirables » et ces trafiquants n'est pas dénuée d'arrière-pensées idéologiques.

Pour bien comprendre la suite, arrêtons-nous quelques instants sur deux aspects qui caractérisent le département de la Vienne au moment de l'arrivée des Espagnols à Rouillé :

- a) L'organisation de la Police.
- b) La structure de la Résistance dans la région ouest de la Vienne.



▲ 1- Hernandez Martinez J. (fusillé). 2- Escuer Gomis J.  
3- Rojas Gil R. (fusillé). 4- Sanchez A. (fusillé).

1- Sanchez A. (fusillé). 2- Escuer Gomis J.  
▼ 3- Massa Andreu R. (fusillé).



(Collection Jacques Escuer)

## L'ORGANISATION DE LA POLICE DANS LA VIENNE

Elle est la même que dans la Loire-Inférieure à savoir : la Geheim Feld Polizei est venue s'installer à Poitiers en juillet-août 1942. Elle occupe un immeuble à proximité de la préfecture, au 13, rue des Ecossais (environ 55 SS). Le commandeur Herold et les autres chefs (Freise, Linn...) habitent en ville, toujours en civil, dans des immeubles réquisitionnés.

En septembre, ils investissent la prison de La Pierre-Levée à Poitiers et les Français prisonniers de la Police française doivent intégrer le camp de la route de Limoges (camp des Espagnols républicains en 1939, des Tsiganes en 1940, les Étrangers et les Français de confession juive à partir de 1941, les Françaises communistes du camp de la Lande transférées en janvier 1944).

Trente-quatre policiers français de la Section des Affaires Politiques ou SAP, vont former en mai 1943 une « super section » mixte, le SD-SAP (Service de la sécurité nazi et le Service des affaires politiques) dont le rôle est de détruire par tous les moyens les groupes de saboteurs, les réseaux résistants et particulièrement les membres de l'OS-FTP. Ils ont une antenne à Châtellerault, la seule ville industrielle de la Vienne (Manufacture d'armes, Gallus...)

Les communistes de la Vienne sont bien connus des services de police de Vichy. Les RG en 1939 ont saisi le fichier au siège du PCF à Poitiers. Les Allemands l'ont déjà utilisé pour déporter une quarantaine de militants et militantes de la Vienne en juin 1941. Ils surveillent ceux qui sont restés dans le département et échangent des renseignements avec les antennes du SD des autres départements limitrophes et avec la région parisienne. Ils possèdent une fiche en allemand de tous les internés de Poitiers (route de Limoges) et de Rouillé.

Les SS de la SD auraient été moins efficaces sans doute sans l'aide des policiers français de la SAP qui sont très arrivistes et sont eux-mêmes surveillés par la Gestapo.

En 1944, à partir de mai, outre les GMR de la légion « Poitou » qui aident la police, les miliciens de la caserne des Dunes à Poitiers s'arrogent des missions d'enquête et des interventions armées aux côtés des allemands.

Ces miliciens contrôlent les véhicules sur les routes autour de Poitiers et espionnent dans les cafés, essaient de faire parler les autochtones, commerçants ou employés...

## LA STRUCTURE DE LA RÉSISTANCE DANS LA RÉGION OUEST DE LA VIENNE

Quelle est la force des FTP en Deux-Sèvres et Vienne en mai-juin 1944 ?

Trois groupes sont déjà formés dans la région proche du camp de Rouillé. Ils ont été fédérés sous l'égide d'un Comité de la Résistance, fin 1943, par le colonel Sidou alias « Antoine » ou « Ledoux ».

Ce comité se compose du docteur André Cheminée, Georges Debais, Camille Lombard et Marcel Papineau. Il est en contact avec les chefs régionaux du FN et des FTP : Charles Dubois, alias commandant « Christian », Louis Mamy, alias

« Jean » et Joseph Fraud, alias « Victor ».

Papineau alias  
« Bernard ». ▼



▲ Alleur alias « Picard ».

Ce dernier qui était instituteur en Loire-Inférieure avait activement participé à la Résistance dans ce département avec Libertaire Rutigliano. Sentant le danger, il entre en clandestinité et rejoint le département de la Vienne.

Ainsi, en 1944, il existe les groupes suivants :

- Groupe Alleur alias « Picard » à Rouillé, dans les hameaux, avec armes récupérées lors des parachutages de l'OCM en 1943. Il est en liaison avec Lusignan et Jazeneuil.

- Groupe Papineau alias « Bernard », à Sanxay dans sa

ferme de la Briouze et autour du bois des Cartes avec des réfractaires au STO de Poitiers.

- Groupe Bache, alias « Maurice », à Sanxay dans le bourg et la campagne proche, à Marçonnay et sur Vasles.

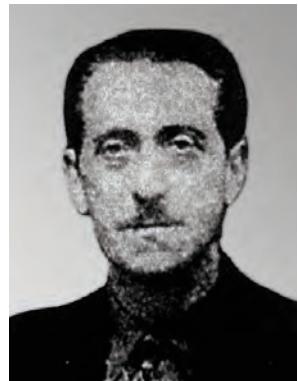
Un peu plus loin mais de la même obédience (FTP) :

- Groupe Grangeneuve alias « Paul », à Poitiers ancien de l'OCM qui a déjà fait deux parachutages à Savigny l'Evescault, près de Poitiers. Les Allemands n'ont pas arrêté tout le groupe et les armes vont servir aux maquisards du groupement « Noël » FTP-Nord ou de la zone nord (ancienne zone occupée). Paul Alleau et Georges Debais font le transport et la distribution avec le bras droit de Sidou, Bucco A., un antifasciste italien.
- Groupe Tabourdeau alias « Le Docteur » à Sauzé-Vaussais dans les Deux-Sèvres. FTP-Nord. Il intervient sur Melle et la route nationale 10.

Le « colonel » Sidou parcourt la Vienne pour les groupes FTP : armement, tracts, réfractaires. Après le 12 juin, il devint l'Inter-Régional politique après l'arrestation à Parthenay de Chassagne, alias « Arthur » par la SAP. De son côté, Joseph Fraud, alias « Victor » est le commissaire aux effectifs pour les départements de la Vienne, Vendée, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Loire-Inférieure.

Le réfractaire Charles Dubois alias « Christian » est chargé des FTP-Nord en mars 1944. Il doit trouver des armes pour tous les réfractaires, clandestins, évadés des camps... Il finit par contacter Samuel du SOE (le Service secret britannique) vers Montmorillon qui accepte de ravitailler les gars évadés du camp (Le BCRA a refusé les armes aux communistes !).

La priorité est donnée à l'axe Bordeaux-Tours avec la multiplication de sabotages, abattis d'arbres, embuscades rapides qui sont demandés par Londres. Il faut des armes !



▲ Bache alias « Maurice ».



▲ Tabourdeau alias « Le docteur ».

(Les photos de ce chapitre proviennent de la Collection Roger Picard)

## LA CHRONOLOGIE DES DEUX MOIS PRÉCÉDANT LE 10 JUIN (31)

Le 7 avril, 6 hommes autorisés à effectuer des travaux à l'extérieur du camp de Rouillé en profitent « pour se faire la belle » et sont accueillis dans les fermes proches de la forêt de Saint-Sauvant.

Les Résistants sont en contact avec les internés par tous les procédés possibles : le médecin à qui « Antoine » donne des messages, par « Christian » qui a des planques où il rencontre la sœur Cherer qui pénètre dans le camp avec son chauffeur et sa camionnette à double fond, avec Georges Debais qui ravitailler le camp en légumes et en tracts, avec le photographe Camille Lombard (32) quand il vient des Deux-Sèvres et dresse le portrait des groupes à l'intérieur du camp avec la bénédiction du commandant...

Certains échanges de documents, tracts et faux papiers entre résistants et maquisards empruntent parfois, d'étonnantes itinéraires. En effet sœur Cherer, malicieuse et perspicace, a repéré deux adolescentes de 13 ans quelque peu rebelles mais qui ont toute son affection. Lucette et sa copine Marcelle ont fui Nantes avec leurs parents suite aux bombardements du 16 septembre 1943 pour se réfugier au sud de Poitiers, à Château Larcher.

Mise en confiance, la religieuse leur confie une mission de la plus haute importance nécessitant, et c'est juré, le secret le plus absolu : transporter deux musettes, à la condition de ne jamais les ouvrir, cachées près d'une mare d'eau et les déposer à plus d'un kilomètre en un endroit bien convenu à l'orée d'un bois. Un jeu d'enfant qui doit passer inaperçu aux yeux des autochtones. La première mission est une réussite et il s'en suivra beaucoup d'autres sans encombre.

Et Lucette de déclarer « Maman, qui ne savait rien, ne comprenait pas pourquoi sœur Cherer portait autant d'attention à notre famille. Elle nous apportait quelques victuailles et du tissu » (33).



▲ Sœur Cherer.  
(Coll. Amicale de Châteaubriant)



▲ Camille Lombard.  
(Coll. Amicale de Châteaubriant)

Le 16 mai, une autre évasion se produit. Elle concerne 7 internés qui se font soigner à l'Hôtel-Dieu. Guéris de leurs maux ils doivent être rapatriés sous bonne conduite au camp mais sans attendre ils s'évadent de l'Hôpital et reviennent aussi dans les parages, dans les fermes de Rouillé ou de Saint Sauvant : Berthier, Fougère, Gayat, Marcovitch, Marty, Poirier, Thomoux. C'en est de trop !

Le 17 mai la SD de Poitiers en civil est à la gendarmerie de Lusignan et recherche les évadés. Les quatre SS en traction-avant à jantes jaunes demandent la maison des religieuses voisine du marchand de bière et limonade, Raymond Picard (qui conduit la sœur Cherer, assistante sociale au camp de Rouillé). Les gendarmes font une confusion dans les religieuses. Les SS fouillent la maison du marchand de bière mais pas ses véhicules. Ils vont perquisitionner les Sœurs de la Sagesse au lieu des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul (ou Filles de la Charité). Une erreur salutaire pour certains évadés. Ils ne découvrent rien évidemment.

Ils demandent aux gendarmes de vérifier le nombre d'assiettes sur la table, au dîner, dans les fermes. Ils doivent venir pour un prétexte futile et demander à boire un verre d'eau pour jeter un coup d'œil sur la table. Bien entendu si le nombre de couverts dépasse le nombre de locataires répertoriés cela signifie que telle ou telle famille nourrit ou héberge des maquisards ou réfractaires au STO. Suivant les gendarmes un rapport bienveillant ou pas est rédigé et transmis à l'échelon supérieur. Les mem-



(Collection Lucette Crossouard)

bres de la SAP envoient un des leurs, déguisé en manœuvre. Il se nomme Savin et s'avère être très efficace pour deux raisons. D'abord il connaît le patois et de plus il se déguise souvent de manière à ne pas être reconnu par les fermiers du coin. Se disant recherché par les Allemands, il demande une planque dans une grange pour la nuit et observe.

La date du 6 juin 1944 entre dans l'Histoire. La nouvelle se propage comme une traînée de poudre dans les villes et les campagnes. Les Alliés ont débarqué ! A l'intérieur du camp de Rouillé tous les espoirs sont permis quelles qu'en soient les motivations, certes différentes, des uns et des autres.

Le 7 juin 1944 à 14h15 le commandant du camp est prévenu que la plupart des internés sont habillés correctement et s'apprêtent à une évasion massive. Il renforce immédiatement la garde autour du camp, cadenasse les portillons d'entrée et demande du renfort à la Préfecture de Poitiers. A 15h il reçoit de nouvelles informations confirmant le projet des prisonniers de mettre le feu dans les paillasses des six baraquements et à la faveur de l'incendie de se ruer en direction de la porte de sortie après avoir neutralisé le poste de police. Un silence lourd, pesant et inhabituel règne dans le camp. Les visages tendus et nerveux des détenus épient de toute part les mouvements des gardiens. Finalement vers 17h30 cette tentative semble être reportée puisque les internés reprennent le cours de leur vie habituelle. Le commandant du camp observe que nombreux sont ceux qui ont remis une tenue négligée peu propice à l'évasion.

Et Henri Crotti, un des responsables du PCF clandestin de préciser : « Nous devions aussi, périodiquement, selon les nouvelles qui nous parvenaient des différents fronts de guerre, tempérer l'ardeur de quelques uns qui, lassés de se morfondre et brûlants de participer au combat armé, échafaudaient des plans plus ou moins aventureux d'évasion ou de prise d'assaut du poste de garde et du mirador central, en vue de libérer le camp de l'intérieur ! La raison, heureusement, eut toujours le dernier mot. » (34)

Mais l'alerte donnée en cet après-midi du 7 juin permet de découvrir le soir même à 22h30, après de minutieuses recherches, le début d'un souterrain de 6 mètres de long. Il en restait autant à faire pour pouvoir s'évader. C'est ainsi que les espoirs des détenus s'évanouissent.

Il va sans dire que la direction des FTPF est informée de ces différents échecs par les canaux que nous avons déjà évoqués ; pire, craignant un départ imminent « des politiques » pour le camp de Compiègne puis vers les camps de la mort, elle se réunit de toute urgence.



(Coll. Amicale de Châteaubriant)

▼ Henri Crotti.  
(Coll. Amicale de Châteaubriant)

## DES OPÉRATIONS AUDACIEUSES

Les chefs des groupes de FTP, «Christian», «Jean» et «Victor» sont d'accord sur deux points : il faut impérativement libérer non pas tout le camp de Rouillé mais seulement les 47 prisonniers politiques (35) ; un encerclement et une attaque frontale du camp entraîneraient à coup sûr des blessés, voire des morts.

Plusieurs plans sont échafaudés et finalement c'est une opération minutieuse mais ô combien audacieuse qui est mise sur pied. Elle se déroulera en deux temps.

Passé 21h00, la nuit est sombre en ce 10 juin 1944 et par les chemins creux convergent plusieurs maquis de la région en direction de Rouillé. Il y a celui de Sanxay avec 7 hommes que dirige Bache, celui que dirige Papineau avec une quinzaine d'hommes en provenance du bois des Cartes et enfin Alleau qui entraîne dans sa suite les groupes de Jazeneuil, Lusignan... Au total, une soixantaine d'hommes armés et déterminés avec à leur tête les principaux chefs locaux de maquis FTP. (Dubois, Alleau, Papineau, Bache, Debiais...)

Le dispositif se met en place alors qu'un groupe se positionne sous les halles de Rouillé de manière à surveiller le centre bourg et la route nationale. La première phase peut être enclenchée. Charles Dubois et Paul Alleau, qui sont sous bonne protection, se dirigent sans hésiter vers une maison située dans le bourg. Il y entrent, arme au poing, et menacent fermement le locataire qui n'est autre que Brellier, le commandant du camp. Surpris, sidéré il accepte de signer sans résistance la reddition du personnel et intimant l'ordre aux GMR de ne pas tirer. Il est ensuite escorté en direction de la gare. Il est 23h30.

*« Ils s'arrêtèrent à la grille du camp où le commandant Brellier entra seul. Le chef du détachement de gendarmerie se présenta à lui aussitôt pour lui faire part des mesures de précautions prises et se mettre à sa disposition. Le commandant du camp déclara à ce dernier, que le camp était entouré par deux cents hommes environ du maquis porteurs de nombreuses armes automatiques ayant pour mission de libérer les détenus politiques ; il fit connaître qu'il avait été réveillé chez lui quelques instants auparavant et amené au camp sous la menace des armes pour la remise de quarante sept détenus de la catégorie « politique ». Il expliqua qu'il allait acquiescer à la demande des hommes du maquis, qu'il prenait ses responsabilités à ce sujet, et il donna l'ordre au commandant du détachement de gendarmerie de ne pas s'y opposer par la force. Le chef du détache-*

*ment de gendarmerie étant placé sous les ordres du commandant du camp, acquiesça à la demande de celui-ci.*

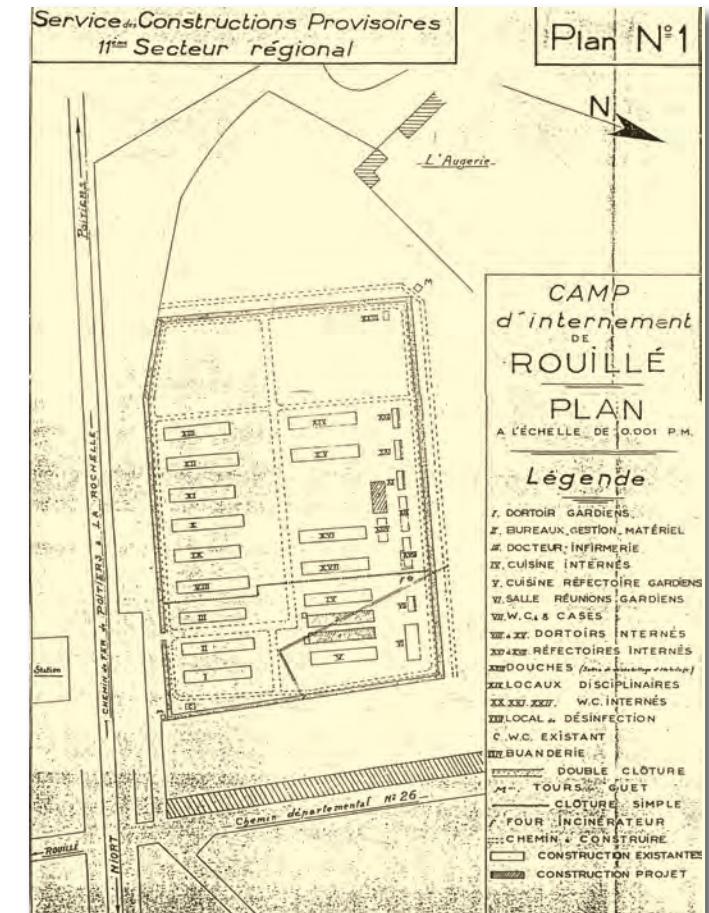
*Une dizaine d'hommes du maquis armés de mitrailleuses tenaient en respect tout le personnel de garde présent sur les lieux. D'autres groupes de maquisards se trouvaient à l'extrémité du camp près de la clôture, prêts à intervenir ». (36).*

Après avoir procédé à un appel minutieux dans toutes les baraquées, 46 détenus sont rassemblés. Pour les Espagnols il apparaît que Thomas Urbiztondo a un certain ascendant sur ses compatriotes et le fait qu'il maîtrise bien la langue française est d'une aide précieuse pour les FTPF. Mieux, il s'en dégage une certaine connivence avec les responsables de l'opération. Avait-il été mis au fait de ce projet ? Nous pouvons le penser (37).

Les « politiques » sont conduits vers l'entrée et finalement libérés. Il est 1h30 du matin. Il va sans dire qu'il règne à l'intérieur du camp une grande effervescence puisque la plupart des prisonniers se sont massés avec leurs bagages devant la grille d'entrée dans l'espoir d'être eux aussi libérés. Mais rien n'y fit.

Des ombres s'évanouissent dans les forêts d'alentour.

Un groupe va vers Sanxay (la Briouse, le bois des Cartes) sous la tutelle de Papineau.



(Collection Roger Picard)



▲ Thomas Urbiztondo Barber.  
(ADLA voir page 11)

en plein jour d'attaquer à nouveau le camp de manière à libérer le gestionnaire, une infirmière et de s'emparer des papiers et des cartes d'alimentation des 47 détenus libérés.

Plusieurs gardiens civils et gendarmes sont neutralisés et désarmés vers 15h00. C'est au tour du commandant de gendarmerie d'être tenu en respect par un maquisard armé d'une mitraillette et enfin le nouveau commandant du camp, Bazin, qui a pris ses fonctions depuis quelques heures est, lui aussi, réduit à l'impuissance.

Panaceque le gestionnaire (38) et l'infirmière libérée ainsi que les documents récupérés il se produit une scène pour le moins cocasse : les maquisards font jurer fidélité à la Résistance à tous les gardiens désarmés et médusés.

Mais c'en est trop pour les allemands de la SD qui ne supportent plus la force des maquis environnants. Des demandes de renfort sont effectuées auprès des miliciens d'autant que nous assistons à une montée en puissance d'agressions contre les GMR et les troupes allemandes.

Le trio Papineau, Alleau et Urbiztondo (avec son groupe de républicains espagnols) s'illustre particulièrement pendant cette période. Il va sans dire que les officiers de la SD ne restent pas inactifs. Ils notent tous les faits imputables à des maquisards, enquêtent sur place, auprès des gendarmes et prennent très au sérieux les informations fournies par le nouveau commandant du camp de Rouillé et plusieurs gardiens qui ont reconnu d'anciens internés évadés.

Ils se forgent à l'idée que ces FTPF sont cachés dans un rayon de 30 km, pas plus.

Ils séjournent dans un triangle Sanxay, Jazeneuil, Rouillé.

Les autres vont vers Poutort et les fermes amies de la commune de Saint-Sauvant et de la bordure des Deux-Sèvres.

Ce dispositif est astucieux car les brigades cantonales de gendarmerie délaisse souvent les bordures de leur territoire d'inspection.

Dans la journée du 11 juin, sur ordre du préfet le commandant du camp, Brellier est révoqué quant au gestionnaire, Roger Panaceque il est suspendu de ses fonctions...

Probablement grisés par le succès qui eut lieu dans la nuit du 10 au 11 juin, les FTPF décident, mais cette fois-ci avec une équipe plus réduite, et

## DES JOURNÉES FATIDIQUES

Voilà 10 jours exactement que les Alliés ont débarqué sur les côtes normandes et pendant ce temps des soldats de la Wehrmacht encerclent le bois des Cartes où le maquis campait. Bien sûr il n'y a plus rien car Papineau et Urbiztondo ont regroupé 70 maquisards dans la forêt de Saint-Sauvant en deux endroits différents.

Mais la SD, chargée de la protection des troupes allemandes, n'en reste pas à cet échec. Après le 16 juin, c'est le général Gallenkampf résident près de Poitiers (Saint-Benoît) qui commande la force allemande du 80<sup>e</sup> Corps d'armée, entre Loire et Pyrénées. Il accompagne les colonnes de répression chargées de détruire les maquisards qui ralentissent par leurs actions la remontée des divisions allemandes du sud-ouest de la France vers le front de Normandie.

La 17<sup>ème</sup> Division allemande (Götz Von Berlichingen) cantonnée dans le nord de la Vienne et des Deux-Sèvres est partie pour le front de Normandie les 16 et 17 juin en laissant deux unités rapides à Châtellerault et à Bonneuil-Matours sous les ordres de Gallenkampf.

Les maires du département et les gendarmes des chefs-lieux de canton doivent signaler toute attaque, tout sabotage, le jour même de l'évènement, à la préfecture de la Vienne donc à la SD. Les nouvelles des vols, attaques ou sabotages sont reportés sur une carte. « Par des cercles rejoignant les points de sabotages, écrit le Commandeur Herold, j'essaie de déterminer l'emplacement des maquis : forêts, hameaux et fermes. J'envoie ensuite des policiers de la SAP ou des miliciens déguisés en paysans, ouvriers, manœuvres, qui parcourent la zone en bicyclette, fréquentent les bistrots et sont en quête de tout renseignement sur la position ou les déplacements des saboteurs ». (39)

C'est par cette méthode que le 20 juin, le maquis « Le Chouan » est repéré près de Coussay-les-Bois (trois fusillés, trois déportés civils et prise du véhicule de Charles Dubois responsable FTPF-Nord de l'ancienne zone occupée). La même enquête va précéder l'attaque contre les FFI de la forêt de Saint-Sauvant.

Suite au renfort des détenus libérés du camp de Rouillé, en majorité des Espagnols, mais aussi à l'arrivée du gendarme Paul Fergeault et de résistants en transit, les maquis manquent d'armes. En accord avec l'état major FFI et le SOE (Special Operation Executive) un parachutage est attendu pour le 20 juin entre les bourgs de Saint-Sauvant et de Rom. Mais il tarde à venir et l'attente est longue. Un nouveau parachutage est prévu pour le 27.



▲ Charles Dubois.  
(Collection Roger Picard)

▼ Sidou  
(Collection Roger Picard)



Le 27 juin 1944 à 6h00 du matin la forêt de Saint-Sauvant est encerclée par plus de 1500 hommes de la Wehrmacht et les unités rapides laissées par la 17<sup>ème</sup> division « Götz Von Berlinghen » aidés en cela par des miliciens de Poitiers qui connaissent bien les lieux.

Vers 7h00 éclate une première fusillade entre la ferme du Chêne et le hameau de Montlorgis, Marcel Papineau, le capitaine « Bernard », est abattu. C'est la première victime de la journée. Au fil des heures l'étau se resserre et les combats sont féroces. Dans les hameaux et villages situés dans le périmètre d'encerclement les populations civiles sont rassemblées et prises en otage. Les chefs Urbiztondo et Alleau sont dans des granges à la périphérie du dispositif. Alleau va vers un terrain de pa-

Sidou, « Antoine » de retour de mission, ne veut pas que les évadés restent regroupés :

« Nous avions prévu de faire trois groupes, à Couhé Vérac, à Sanxay-Montreuil Bonnin et à Lezay. Dans notre esprit, le séjour à proximité de Rouillé ne devait pas excéder une semaine. Nous attendions un parachutage d'armes qui leur étaient destinées. L'agent du SOE doit signaler la demande à Londres avec le choix d'un terrain convenable, avec un code, un message, des avions disponibles en Angleterre... L'annonce pour le 27 juin occupa le groupe Alleau, Urbiztondo, Debais, Bucco et moi ». De plus ses ordres sont formels : il interdit les réunions de plus de deux ou trois « partisans » et précise « vous faites une embuscade, aussitôt après, vous vous séparez pour rejoindre CHACUN votre planque. Deux jours plus tard vous recommencez ailleurs, mais jamais au même endroit ». (40)

Cependant les responsables de la Résistance sont informés qu'un relevé cadastral de la forêt de Saint-Sauvant a été effectué par la SD en vue d'un encerclement. Le 26 juin la situation devient très dangereuse. A ce stade, que se passe t-il vraiment ?

Il semble que les chefs de maquis FTP locaux se seraient réunis dans la maison de Paul Alleau située au Long Bas, commune de Rouillé, afin d'analyser la situation et de prendre une décision sur l'évacuation de la forêt de Saint-Sauvant. Mais il était déjà trop tard. (41)

rachutage prévu dans la nuit du 27 juin. Urbiztondo est dans une ferme au sud avec deux gars, dans les Deux-Sèvres. Il ne se doute pas de l'attaque plus au nord et attend aussi le parachutage prévu à la limite des deux départements. Il doit armer ses camarades espagnols et italiens.

En fin d'après-midi les cadavres de plusieurs maquisards sont ramenés à proximité du PC allemand sur le bord de la route départementale n° 7 à Vaugeton. Du côté allemand l'on enregistre 27 morts. Au cours de cette journée 27 résistants sont capturés, malmenés, torturés à coup de crosse de fusils, dont les 7 Républicains espagnols arrêtés en Loire-Inférieure (Loire-Atlantique). Ils sont finalement rassemblés près de leurs camarades gisants sur le bord de cette maudite route. Une mitrailleuse crépite et les corps s'écroulent un à un, il est 16h30.

Les autobus ayant transporté les troupes de la Wehrmacht de Châtellerault sont stationnés près de Vaugeton sur la route qui rejoint ce hameau. Le chauffeur d'un bus qui charge son gazogène sur le toit de son véhicule voit le coup de grâce donné aux fusillés. Comble de l'horreur, un camion à chenillette passe sur les corps des suppliciés.

Ainsi s'achève la vie de 31 patriotes et résistants aux origines si différentes mais engagés dans ce combat contre le fascisme et la barbarie nazie pour nos libertés retrouvées. Sauf en Espagne où il faudra attendre la mort du dictateur en 1975 et au Portugal qui vivra sa révolution des œillets en avril 1974.

Ils étaient : Belge ..... 1  
Espagnols ..... 11  
Français ..... 13  
Italiens ..... 4  
Portugais ..... 1  
Turc Arménien ..... 1

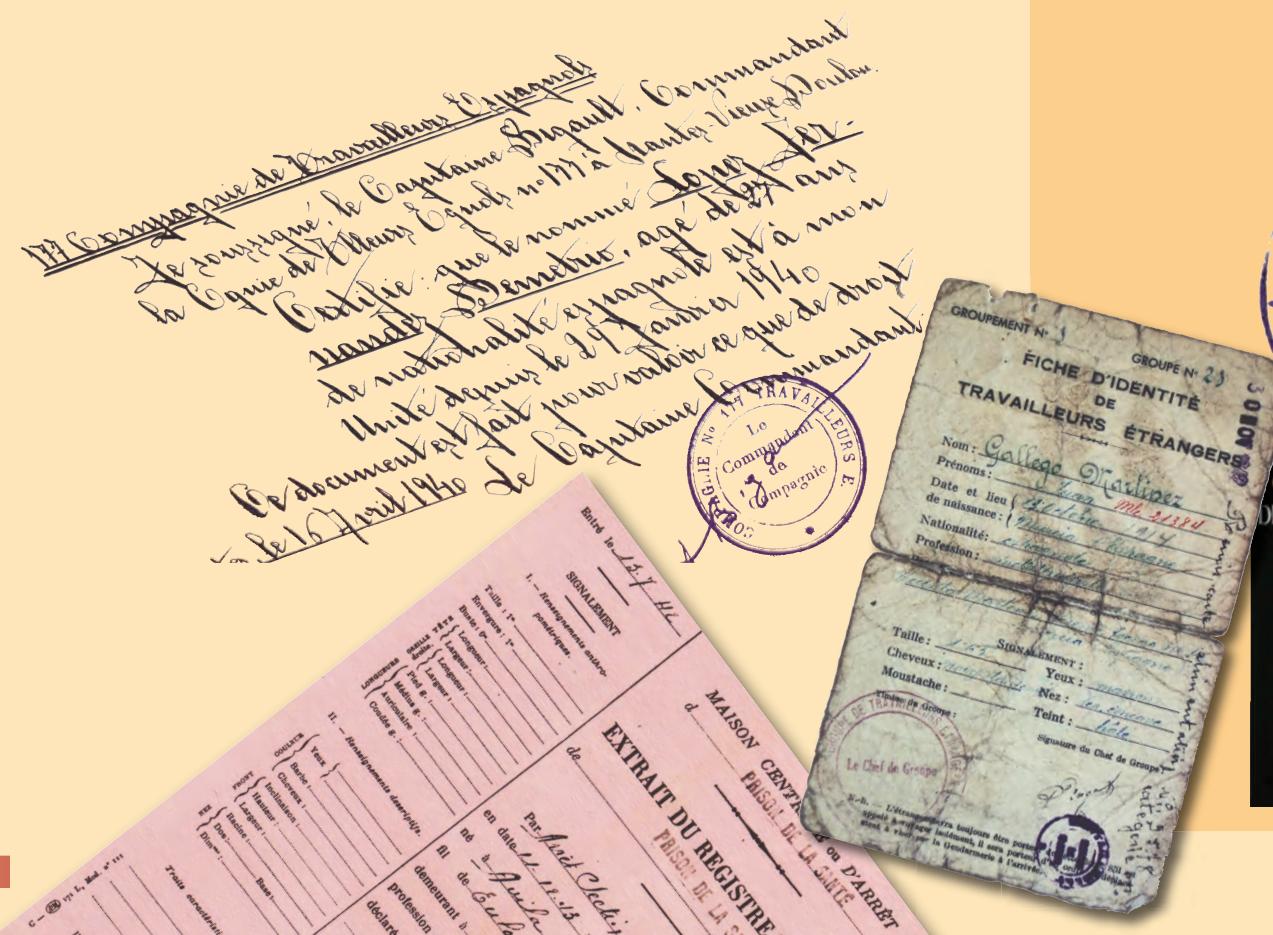
Depuis la Libération, ils sont tous honorés, chaque année, lors de cérémonies très émouvantes pour que nul n'oublie leur sacrifice et rappeler les valeurs de leurs engagements.

DR



# Biographies des sept Espagnols

résidents et arrêtés  
en Loire-Inférieure,  
massacrés à Vaugeton,  
forêt de St-Sauvant,  
le 27 juin 1944



FAELLI GUIDO	PEREZ HONORIO	MARGUERIT RENÉ
DELAFLUENTE RUFINO	QUERALT JEAN	RINAULT YVES
FONTANOT JACQUES	ROSELL VINCENT	BOTTON LUCIEN
FREIRE MANUEL	ROJAS RICARDO	HOET JEAN
GOMEZ LOUIS	ROSSI UGO	NOYER SERGE
HANNOT GILBERT	SERRA ANTOINE	BESSAC MARCEL
HERNANDEZ JUAN	SANCHEZ ANGEL	NEMERY VICTOR
KRUG HENRI	VADJARAGANIAN VAHRIDY	PAPINEAU MARCEL
MASSA RAPHAEL	THOMOUX PAUL	BERNAJOUS KLEBER
PORGE JEAN	MARTY LOUIS	FERGEAULT PAUL
MARUEDO JACQUES	MASSACRÉS PAR LES NAZIS	
ILS SONT MORTS POUR LA FRANCE ET LA LIBERTÉ		

## Gomez Castano Luis

Né le 15 juillet 1916 à Guadalupe (Murcia) de Luis Gomez et de Carolina Castano. Célibataire, il exerçait dans son pays le métier d'ouvrier bourrelier et était affilié au syndicat l'UGT.

S'étant engagé dans l'armée républicaine, il franchit la frontière française, au moment de « La retirada », le 11 février 1939 par Prast de Mallo. Son frère aîné de 3 ans, José, qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau à tel point que l'on se demande s'ils ne sont pas jumeaux, le devance de deux jours par le Col du Perthuis. Ce dernier est interné au Camp de concentration d'Argelès puis au Barcarès alors que son frère Luis poursuit le chemin inverse ; d'abord interné au Camp du Barcarès il se retrouve ensuite à Argelès.

Ils finissent enfin par se retrouver ensemble début janvier 1940 en s'engageant dans la 192<sup>ème</sup> CTE qui est expédiée à la Ferté Imbault (Loir et Cher).

A l'arrivée des troupes allemandes ils sont de nouveau internés au Camp d'Argelès puis de nouveau séparés car Luis est expédié dans un village s'appelant Guicha (Aude) alors que son frère est autorisé à travailler comme ouvrier agricole à Chamagnat St-Witte. Suivant sa compagnie, Luis se retrouve dans la Haute-Vienne où il travaille comme



(ADLA voir page 11)

agriculteur jusqu'au 5 octobre 1941 ensuite il est envoyé par sa compagnie à Bordeaux et travaille au port jusqu'au 11 novembre 1941. Pendant ce temps son frère est employé depuis le 3 août 1941 à La Rochelle (probablement à la base sous-marine).

Poursuivant son périple, Luis se retrouve, à la mi-novembre 1941, employé au Camp d'aviation de Cognac jusqu'au 13 décembre et c'est en février 1942 que les deux frères se retrouvent à la base sous-marine de Saint-Nazaire en construction mais ils ne sont pas logés à la même enseigne. Luis est interné au « Camp Franco » alors que José réside non loin de là à la Ramée. Le SPAC finit par identifier une partie de la cellule n° 7, dont les deux frères sont membres, mais n'arrivera pas à localiser les autres, parmi eux, le responsable du triangle.

Il est à noter que la cellule des frères Gomez Castano offre cette particularité d'être intégrée dans un GE (Grupo Especial - branche armée) du PCE clandestin, réservé à des militants aguerris dont les compétences militaires sont avérées. Si l'on se fie à l'organigramme établi par le SPAC il en existe deux sur Saint-Nazaire.

N'empêche, Luis et José sont arrêtés en même temps le 11 juillet 1942 (1). Transférés à Paris, à la prison de la Santé, ils seront jugés en décembre 1943.

Luis sera interné par la suite à Rouillé. Quant à José nous ne savons pas s'il a suivi son frère dans ce camp d'internement et s'il a connu la fin tragique de son frère.

(1) Entre cette date et le 27 juin précédent où commence le coup de filet de la police, en Loire-Inférieure il y a eu 46 militants du PCE clandestins d'arrêtés. De la mi-juillet à la fin septembre ces arrestations vont s'échelonner pour arriver à 31 autres arrestations de communistes ou soupçonnés comme tels. La nuit du 24 au 25 septembre a été particulièrement redoutable avec 21 nouvelles arrestations de militants. Ces derniers ont tous été expédiés le 1er octobre 1942 au Camp de Rouillé (Vienne).

## Hernandez Martinez Juan

Né le 8 mars 1905 à La Barca (Toledo), — une autre fiche indique Burgos ? — fils de Roberto Hernandez et Lucianna Martinez. Marié avec Rosario ils ont cinq enfants. Il entre en France en février 1939 lors de la retraite de Catalogne des troupes de l'armée républicaine espagnole où il est mobilisé dans une formation de génie. A son arrivée en France il est aussitôt interné au camp d'Argelès puis successivement au Barcarès et St Cyprien (Pyrénées Orientales).

En décembre 1939 il est affecté à la 120ème Compagnie des Travailleurs Etrangers pour des travaux de fortification à la frontière Belge. Trois mois après, à la suite d'un accident de travail il est évacué à l'hôpital de Laval (Mayenne) puis à celui de Nantes. A sa sortie d'hôpital il est employé comme manœuvre pour le compte des autorités allemandes. Il a même été et contraint d'aller travailler en Allemagne d'octobre 1941 à mai 1942.

Hernandez Martinez Juan est arrêté par le SPAC le 4 juillet 1942. Au cours de son interrogatoire il reconnaît avoir été en relation avec un des responsables du PCE clandestin, Celso Diaz qui le fit adhérer au parti et à qui il versait ses cotisations ainsi que certaines sommes destinées au fond de solidarité.



(ADLA voir page 11)

Etonnement il ne figure pas sur l'organigramme établi le 14 juillet 1942.

Transféré à Paris il est acquitté par arrêt de la Section Spéciale de la Cour d'Appel de Paris en date du 11 décembre 1943. Bien qu'ayant été acquitté il est interné à la prison des Tourelles deux jours après ce jugement puis transféré au camp de Rouillé le 6 mai 1944.

## Marruedo Fraile Santiago

Né le 25 juillet 1901 à Barakaldo (banlieue de Bilbao), de Mariano Marruedo et de Martina Fraile.

Il arrive en France avec ses parents en juillet 1913. Il retourne en Espagne le 22 septembre 1937 pour, affirmera t-il plus tard, exercer la profession de mécanicien dans différents garages de Barcelone, Madrid et Albacete sans être incorporé dans l'armée républicaine. Il rentre en France par Cerbère en janvier 1939 puis se rend chez sa sœur à Issy-Les-Moulineaux (Région parisienne).



(ADLA voir page 11)

Requis civil au début des hostilités 1939 - 1940 il est dirigé sur Auxerre (Yonne) pour travailler comme régleur sur machines aux usines « Hotchkiss ». Lors de l'exode de juin 1940 il suit les services de ces usines qui se replient à Tarbes où il reste quatre mois environ.

Revenu à Auxerre il est employé par les autorités allemandes au camp d'aviation de cette ville puis, en juin 1941, il se retrouve à Saint-Nazaire en qualité de cuisinier au « camp Franco » situé à Gron, commune de Montoir. C'est là qu'il rejoint la structure clandestine du PCE Il est repéré par la police, au moment de son arrestation, le 5 juillet 1942, comme étant responsable des militants de base des baraquements du camp.

C'est lui qui reçoit les cotisations hebdomadaires fixées à cinq francs chacune ainsi que l'argent destiné aux fonds de solidarité. Or, sur l'organigramme du 14 juillet il est situé à la tête d'un losange où 3 espagnols sont sous sa responsabilité. Sur le losange en question il est mentionné, cette fois-ci « cellule GE » ce qui signifie que Santiago Marruedo Fraile dirige une de ces deux branches armées de l'appareil clandestin du PCE sur Saint-Nazaire. Ce qui tend à prouver qu'il bénéficie d'une expérience militaire confirmée et de la totale confiance de ses supérieurs politiques.

Mais, comment se fait-il que ce garagiste qui a été sur les fronts de combats aussi importants que Madrid, Albacete et Barcelone n'a jamais été incorporé dans l'armée de la République tout en bénéficiant d'une haute compétence militaire ? Il est avéré que lors des interrogatoires de police chacun raconte son histoire quitte à brouiller les pistes quand les vérifications et croisements d'informations s'avèrent difficiles.

Après son arrestation il est transféré à Paris le 11 juillet et jugé le 11 décembre 1943 par la Section Spéciale de la Cour d'Appel de Paris. Condamné à deux ans de prison et 1200 francs d'amende il est interné à la prison des Tourelles puis envoyé au camp de Rouillé le 6 mai 1944.

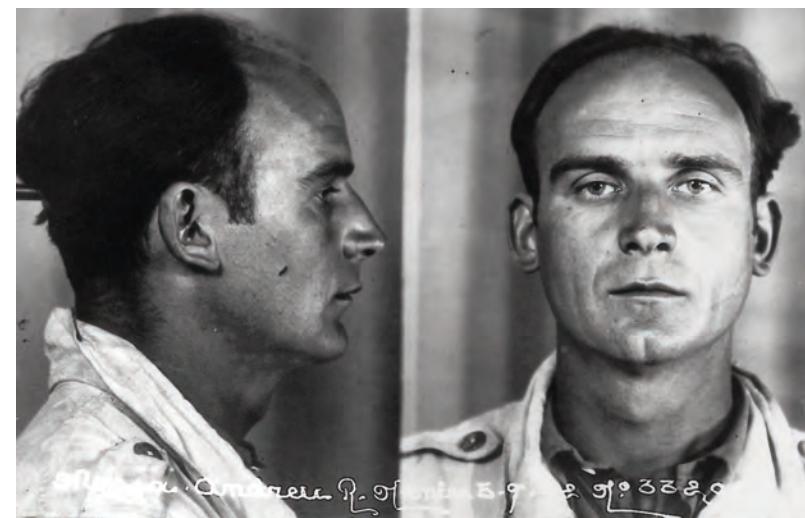
## **Massa Andreu Rafaël**

Né le 3 Février 1913 À Mahon (Iles Baléares) De Rafaël Massa et de Catalina Andreu. Du haut de ses 1 mètre 70 il est d'une taille légèrement supérieure à ses compatriotes. De son visage au front large et dégarni, au menton bilabé c'est surtout son regard perçant, serein et la douceur de ses yeux azurés qui marque son entourage.

Au moment de son arrestation, le 5 juillet 1942, il exerce la profession de manœuvre au service des autorités allemandes et est interné au « Camp Franco ». Ce qui signifie qu'il travaille à la base sous-marine de Saint-Nazaire. Depuis qu'il est entré en France il camoufle sa profession en se déclarant découpeur de chaussures de manière à trouver facilement un emploi et brouiller les pistes de ses origines.

En réalité, cet homme très cultivé était un dessinateur de mode, en vogue, dans un des plus grands magasins de Barcelone : la « Maison JORBA ». S'il mentionne auprès des autorités françaises sa qualité de simple « ex soldat de l'armée républicaine » c'est pour ne pas dire qu'il fut commissaire politique dans l'aviation militaire au 4ème bataillon où il était affecté.

Mais revenons à son passage en France. Il y entre le 13 février 1939 par Saint-Laurent dans les Pyrénées-Orientales et, au bout de 3 jours,



(ADLA voir page 11)

est interné aux Camps d'Argelès-sur-Mer, et de Saint-Cyprien. En mai 1939 il est conduit dans un autre camp de concentration, celui de Gurs.

Par la suite il est affecté à la 214<sup>ème</sup> Compagnie des Travailleurs Etrangers et expédié à Nevers où il est, cette fois-ci affecté à la 114<sup>ème</sup> CTE. En juin 1940, à l'arrivée de l'Armée allemande, il part par ses propres moyens à Cusset (dans l'Allier), puis, en juillet 1940 se dirige sur Roanne. La préfecture de ce département le reverse dans une nouvelle CTE, la 74<sup>ème</sup> où il est dirigé sur Châtelguyon (Puy de Dôme) il travaille alors comme cordonnier.

Puis en novembre 1940 il est envoyé à Egletons (Corrèze). De là, pour des raisons stratégiques, l'office de contrôle de la main-d'œuvre allemande l'envoie à Saint-Nazaire. Rappelons que dans le « Camp Franco » y sont concentrés environ 250 Républicains espagnols. Et, ce que sous estime l'occupant, cette concentration est aussi un facteur stimulant favorisant la reconstitution d'organisations politiques.

En l'occurrence, seul le PCE démontre cette capacité émergeante dans le département. Nous n'avons pas connaissance d'une structuration d'organisation clandestine espagnole provenant d'autres sensibilités politiques (socialistes, anarchistes, trotskistes...). Ce constat s'étend pour le moins à toute la zone occupée en cette année 1942.

Revenons à Rafaël Massa Andreu. Au moment de son arrestation le 5 juillet il est localisé par le SPAC comme étant secrétaire à l'agitation et à la propagande pour Montoir de Bretagne et donc responsable du triangle de direction du PCE pour le « Camp Franco ». A propos de ce triangle de direction, de son activité et de ses liens avec le Parti communiste français clandestin citons le témoignage de Joan Escuer Gomis (« Mémorias de un republicano español deportado al campo de Dachau » édité en 2007 par l'Amicale de Mauthausen y Otros Campos... ; pages 138 à 159) : le livre a été traduit et publié en Français en juillet 2009 par la même Amicale « Mémoires d'un Républicain espagnol déporté au camp de Dachau » pages 144 à 156.

« Trois ou quatre semaines après la détention de notre ami Victor Godeau, Montbuisson se présenta avec un autre camarade français nommé Pierre Mahé, nouveau responsable militaire du secteur de Saint-Nazaire. Cette fois, je fus plus exigeant et je leur dis qu'avant de commencer notre travail ensemble dans la Résistance, je désirais en informer mon responsable espagnol de Nantes, Alfredo Gomez Ollero. En même temps, qu'ils fassent pareil avec leur supérieur. Ils acceptèrent volontiers ma proposition et nous nous séparâmes jusqu'à nouvel ordre. A peine huit jours plus tard, le camarade Antonio Perez Revilla m'informa d'une entrevue que nous devions avoir, le dimanche, dans la gare

de Trignac. Sur le quai, nous nous retrouvâmes tous : Alfredo Gomez Ollero, Julian Laso, Antonio Perez Revilla, un camarade français de Nantes, Henri Montbuisson, Pierre Mahé et moi. Dans une rapide réunion, nous mêmes nos idées en commun et nous désignâmes les responsables des comités de travail ou organismes de la Résistance. Le contact permanent entre Espagnols et Français ne devait se faire que par l'intermédiaire de deux personnes, Pierre Mahé et moi-même.

Après cet entretien, les responsables du Parti du camp dont j'étais membre se réunirent pour concrétiser les décisions et nommer mon substitut au comité de notre organisation. Ce fut Rafaël Massa Andreu, un des anciens et meilleurs dessinateurs de mode de la maison Jorba de Barcelone. Le comité de travail ou de résistance militaire fut constitué de José Reventos Lopez, l'étudiant de Montblanc, Eduardo Galiana, l'employé de banque et capitaine des chars, et de moi-même ».

De plus il relate au sujet des arrestations et interrogatoires à Nantes : « Rafaël Massa fut le premier à être interrogé mais il avait été boxeur dans la catégorie amateur et, au premier coup qu'il reçut, il se retourna contre eux avec une telle rapidité qu'il laissa les deux policiers de la B.S. étendus sur le sol. Leur réaction ne se fit pas attendre : ils se lancèrent sur lui et s'acharnèrent si violemment qu'ils durent le ramener en le traînant jusqu'à nous ».

Toujours au sujet de Massa, il faut savoir qu'il maîtrisait parfaitement le latin, le grec et le français ce qui ne l'a pas empêché, après sa séance de boxe, de demander la présence d'un interprète ! Transféré à Paris puis jugé en décembre 1943 il est condamné à 18 mois d'emprisonnement et 1200 francs d'amende.

Extrait de la prison de La Santé, il est conduit à la prison des Tourelles d'où il est transféré le 6 mai 1944 au camp de Rouillé.

## Perez Gonzalez Honorio

Né le 23 décembre (une autre note indique le 5 juillet ?) 1913 à Calvos (Galice), fils de José Perez et de Manuela Gonzalez.

En Espagne il exerçait la profession de manœuvre et était adhérent au syndicat l'UGT. Il entre en France en février 1939, lors de la retraite de l'armée républicaine espagnole où il était incorporé dans la 8<sup>ème</sup> brigade d'Infanterie de Madrid. Il est aussitôt interné au camp de concentration d'Argelès-sur-Mer puis du Barcarès où il est libéré en décembre 1939.

Peu après l'arrivée des troupes allemandes, il est allé travailler pour le compte des autorités occupantes à l'entreprise « A. Douire » à Bouguenais (Loire-Inférieure) en qualité de carrier.

Il est repéré comme « chef de la cellule du PCE clandestin de La Montagne », une bourgade située à 15 km à l'ouest de Nantes en sud Loire. Au moment de son arrestation, le 5 juillet 1942, il est à l'hôpital (Hôtel Dieu à Nantes) pour maladie.

Perez Gonzalez Honorio reconnaîtra, après son arrestation, avoir été en relation avec Bautista Lopez Quiroga qui lui avait confié la mission, en tant que chef de cellule, de collecter les cotisations d'un autre Espagnol César Alvarez Castelvi qui a pris la fuite en ce début juillet.

Transféré à la prison de La Santé à Paris il est jugé et acquitté par la Cour d'Appel de Paris le 11 décembre 1943.

Cependant, deux jours plus tard il se retrouve à la prison des Tourelles étant considéré comme « *individu douteux susceptible de constituer dans l'avenir un élément de désordre pour l'ordre intérieur du pays* ».

Des Tourelles, il est transféré au camp de Rouillé le 6 mai 1944.



(ADLA voir page 11)

## Roja Gil Ricardo

Né le 7 mars 1907 à Blanca, Province de Murcia, fils de Alonso Roja et de Josépha Gil. Docker à Barcelone (un autre rapport indique la profession de cocher au port de Barcelone ?), c'est dans cette même ville qu'il se marie avec Isabelle Moreno le 29 avril 1932. De cette union naîtront 4 enfants. Pendant la guerre il est incorporé dans le 21<sup>ème</sup> bataillon de carabiniers catalans.

Suite à « La Retirada » il franchit la frontière par Port-Bou le 7 février 1939, il est conduit au camp de concentration de Barcarès puis sur celui de St-Cyprien et enfin celui d'Argelès-sur-Mer.

Le calvaire dure un an, pratiquement jour pour jour, jusqu'au moment où il s'engage dans la 212<sup>ème</sup> CTE. A ce stade nous ne savons pas ce que sont devenus sa femme et ses enfants. Avec sa compagnie, ils se rendent à St-Médard près de Bordeaux.

Il est réexpédié au camp d'Argelès le 22 juin 1940 mais s'engage de nouveau le 15 août dans une CTE qui l'amène en Aveyron. De là, il est dirigé en mars 1941 à Saint-Nazaire, pour la construction de la base sous-marine et réside au « Camp Franco ».

Repéré comme étant responsable d'une cellule de 3 militants du PCE sous les ordres de Raso Enrique il est arrêté le 5 juillet 1942. Il n'a



(ADLA voir page 11)

que 35 ans, plutôt râblé et pourtant ce sont les traits d'un visage buriné, fatigué et vieilli par les vicissitudes d'un passé récent que nous livre sa photo anthropométrique prise le jour même de son arrestation.

Transféré à Paris il est, lui aussi, jugé par la Cour d'Appel de Paris. Bien qu'ayant été acquitté il n'en demeure pas moins pour les autorités de Vichy « un élément suspect pour l'ordre intérieur ».

Il est donc emprisonné aux Tourelles puis transféré avec d'autres compatriotes au camp de Rouillé le 6 mai 1944.

## Rossel Barrachina Vicente

Né le 18 avril 1919 à Valence (Espagne) de Léopoldo Rossel et Maria Barrachina. Il exerçait le métier de peintre en bâtiment, était membre du syndicat l'UGT et s'était engagé dans le 10<sup>e</sup> Corps, service de l'intendance de l'Armée républicaine espagnole au moment du conflit.

Il entre en France le 11 février 1939 par Port-Bou et est interné au camp de St-Cyprien où il reste un mois. Déplacé dans le camp de Barcarès il y demeure jusqu'au mois d'octobre de la même année.

Ensuite il est affecté à la 97<sup>ème</sup> CTE qui se dirige à Migne Auxances près de Poitiers, pas pour longtemps car il est de nouveau interné au camp d'Argelès en février 1940 et y reste un mois. Cette fois il est incorporé dans la 114<sup>ème</sup> CTE près d'Evreux (Eure).

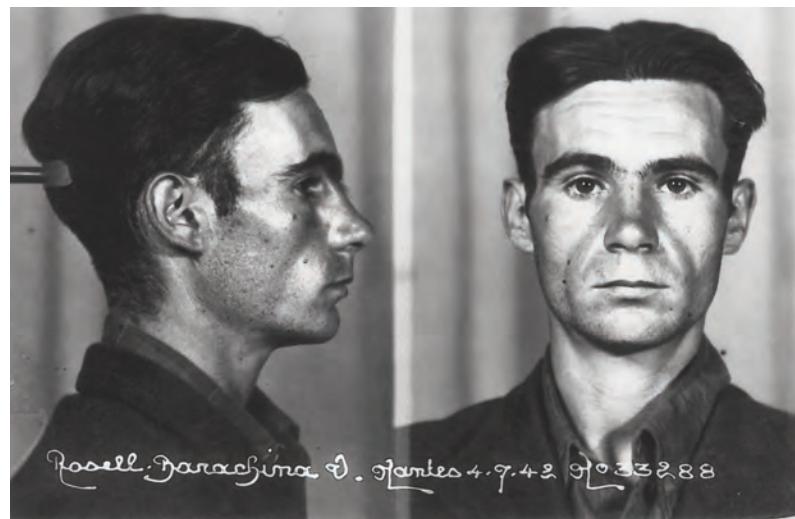
Au moment de la débâcle et de l'arrivée des troupes allemandes, sa compagnie est complètement désorganisée. Il en profite pour s'échapper, se réfugier à Paris où il travaille comme peintre jusqu'à septembre 1940. Ensuite il s'en va à Dreux (Eure-et-Loir) où il trouve un emploi dans les travaux publics jusqu'au 30 mars 1942. Enfin il part, de nouveau, en direction de La Baule où l'entreprise Le Guillou l'emploie comme manœuvre. (42)

Il est arrêté le 11 juillet 1942 et le SPAC l'identifie dans une cellule pour la moins singulière qui porte le n° 9. Cette cellule tracée dans l'organigramme du 14 juillet 1942 par un rectangle est composée de 4 membres et porte l'intitulé suivant « Etat Major de l'Armée Républicaine en réserve ». situé à La Baule.

Que se cache t-il derrière cette dénomination surprenante voire grandiloquente ? Que savons-nous vraiment de ce « haut commandement en réserve » ? A vrai dire pas grand-chose. A la tête de cette structure il y a Francisco Fernandez Cararro qui n'a pas été arrêté et dont nous ne disposons d'aucune information. En dessous de lui et de manière cloisonnée figurent trois noms : Acuna Lopez Manuel, Urbiztondo Barber Thomas et Rossel Barrachina Vicenté.

Or ces deux derniers habitent la même villa à La Baule mais sont censés ne pas se connaître dans leur activité clandestine. Ici le doute est permis car ils se connaissent parfaitement bien ayant exactement le même itinéraire à partir de février 1940 (Barcarès, Evreux, Paris, Dreux et La Baule). Un rapport de police en date du 6 juillet, c'est-à-dire le lendemain de l'arrestation de Urbiztondo, nous livre les informations suivantes :

*« Urbiztondo Barber Thomas, né le 25 avril 1914 à Valencia, de Thomas et Consuelo Barber, dessinateur, demeurant avenue d'Alsace Lorraine, Villa " Les Yeux Bleus ". Avant la guerre d'Espagne résidait à Valence. A fait des études à l'Ecole Normale et à la Faculté de Droit, était instituteur depuis 1934. En 1935 a adhéré à l'UGT Section de l'Enseignement, région de Valence. Peu de temps après a été nommé Vice Secrétaire de la Fédération Régionale comprenant Valence, Alicante et Castellon. Adhérent du Parti Communiste Espagnol.*



(ADLA voir page 11)

*Etait au début de la guerre simple soldat dans un régiment d'infanterie. Dirigé sur l'Ecole de guerre est sorti comme sous-lieutenant et après un mois et demi au front a été promu capitaine après avoir été blessé. En janvier 1939, a été nommé commandant d'Etat Major après avoir suivi les cours de l'Ecole Supérieure.*

*Figure comme simple militant dans une cellule de base à La Baule, mais doit avoir un rôle spécial car il est contrôlé spécialement par Terriza Vicente, de la cellule de direction de Nantes, qui vraisemblablement est chargé de l'ACTION ».*

L'intéressé est semble t-il bavard et ne respecte pas la règle du mutisme sur son passé dans l'Armée républicaine que s'impose la majorité des réfugiés. Pire, il s'expose en livrant à la police son grade de commandant. Mais qui peut savoir dans quelles conditions ont été recueillies ou extorquées ces informations ?

Il est transféré à Nantes comme tous ses compatriotes d'infortune. A cette occasion il se propose comme interprète auprès de ses camarades car il maîtrise bien le français. A ce propos Joan Escuer Gomis écrit : « Mais, aussi bien Massa [Andreu] Rafaël que moi ne lui faisions pas confiance car il nous faisait une très mauvaise impression... ».

Pour la suite, nous connaissons le rôle important qu'a joué Tomas Urbiztondo Barber, pendant et après la libération du camp de Rouillé.

Pour revenir à Vicente Rossel Barrachina il a été arrêté le 11 juillet 1942, transféré à Paris comme ses autres camarades et jugé en décembre 1943.

Bien qu'acquitté, il est envoyé à la Prison des Tourelles puis transféré le 6 mai 1944 au camp de Rouillé.

Pour finir, revenons, ici, sur un passage émouvant des écrits de Joan Escuer Gomis :

« Chaque jour j'allais au Lutetia pour vérifier si Constanza [sa fiancée et future épouse] était revenue. Entre-temps, il m'arrivait de rencontrer des Espagnols qui avaient été condamnés et déportés avec moi ; également des camarades qui furent transférés au camp de Rouillé, le 6 mai 1944.

Un jour, se présenta un camarade de Valence, Cayetano « Tano », très ami de Tomas Urbiztondo ; j'eus une grande joie en le voyant, mais elle fut de courte durée car, soudain, il se mit à nous dire en criant que Rafaël Massa Andreu, Vicente Barrachina, Manuel Sanchez, Manuel Freire, « le Portugais », José Serra et d'autres, 27 en totalité, avaient été faits prisonniers lors d'un combat contre les troupes d'occupation nazi, puis fusillés. (43)

Le seul qui réussit à s'en sortir fut Urbiztondo. C'était étonnant puisqu'il était le chef mais il m'expliqua que, deux jours avant d'être capturés, ils avaient fait prisonnier un officier de l'Armée nazie, dans une embuscade et ils l'avaient gardé comme otage ; quand ce dernier fut libéré par ses compatriotes, il fit fusiller les 27 camarades et on suppose qu'ils prirent Urbiztondo avec eux, en prime.

Puis arrivèrent également Blazquez Romero, Villa et Teodoro Benito, ce dernier me communiqua la mort de Joaquin Barrios, deux mois auparavant, de tuberculose ; de même que José Parra, un des responsables de l'organisation de Nantes. Enfin, tous ou presque tous les camarades qui avaient été déportés en même temps que moi, revinrent petit à petit, Julian Laso, Victor Terriza, Antonio Perez Revilla, Enrique Raso, etc...

Avec une immense tristesse, Raso s'approcha de moi pour m'informer de l'exécution de Massa. Je n'osai faire aucun commentaire, vu l'état d'âme dans lequel il se trouvait ».

*Pour ces biographies se référer aux Archives Départementales de la Vienne cotes 109 W 390, 395 et 397 et aux Archives Départementales de la Loire-Atlantique cote 1226 W 417, 1803 W 107, 1818 W 66.*

## NOTES

1 - Guerilleros En Terre De France, les Républicains espagnols dans la Résistance française, Pantin, Le Temps des Cerises, ed. 2000, p. 86.

2 - Ibidem - p. 47.

3 - Maxime, Raconte camarade, 1974, p. 32 - 33.

4 - ADLA 1226 W 417 ; dans son ouvrage : les policiers français sous l'occupation, édition Perrin août 2001 ; Jean-Marc Berlière avec Laurent Chabrun, nous livrent d'importantes informations sur ce vaste coup de filet en pages 143 à 148 et 269. Sur le même sujet, voir l'intervention de Fabien Garrido lors du colloque qui s'est tenu à Nantes en novembre 2003 sur « Le Procès des 42 ».

5 - Nous sommes dans une logique répressive consécutive au « décret Daladier » du 26 septembre 1939 relatif aux « mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique » qui permet l'internement administratif des communistes sur simple « suspicion à la sûreté de l'état ». Une loi du 3 septembre 1940 reprend les termes de ce dernier décret et devient une pièce maîtresse de la législation répressive envers les « suspects ».

Conjointement la Police française s'adapte sous l'égide du nouveau ministre de l'intérieur, Pierre Pucheu. Il crée le

Service de Police Anticommuniste (SPAC) en septembre 1941 confirmé par un décret le 6 octobre suivant. Ce service est composé de deux sections, l'une pour la zone occupée et l'autre pour la zone libre. La direction générale est confiée à Charles Detmar (membre du PPF depuis 1936 qui s'était spécialisé dans la documentation et la lutte anticommuniste). Le SPAC est en liaison étroite avec les autres services centraux de la Police. Neuf mois plus tard Reinhard Heydrich qui est le second de Himmler à la tête des SS vient à Paris pour installer Karl Oberg aux fonctions de chef des SS et de la police allemande en France. C'est aussi en cette période que le nouveau secrétaire général de la police de Vichy, René Bousquet, donne l'assurance « que la police française agira dans le même état d'esprit que la police allemande, c'est-à-dire luttera contre le communisme et les saboteurs de tous ordres ». Ce sont les accords Bousquet - Oberg scellés en août 1942. Mais auparavant, en juin 1942, nous assistons à la dissolution du SPAC qui devient le Service de la Répression des Menées Antinationales (SRNAM). Malgré la dissolution officielle du SPAC nous observons dans différents rapports de police et du Préfet de juin à septembre la référence à ce service. Ces restructurations sont la conséquence des exigences formulées par le commandant de forces militaires Allemandes en France, Von Stulpnagel en réponse à la multiplication des actes contre l'occupant. Il met en place un chef supérieur des SS sur les territoires occupés qui exerce tous les pouvoirs de la police à partir du

1<sup>er</sup> juin 1942. Par déclinaison un commandant des SS est installé au siège de chaque préfecture régionale. Pour ce qui nous occupe le siège est à Angers dirigé par Ernst (SS Hauptsturmführer). Son champ d'action couvre les départements du Maine et Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Sarthe et Indre et Loire. Toujours par déclinaison des postes extérieurs à ces services de sûreté (S.D.) sont installés à St-Nazaire qui dépend de Nantes, à Tours et Le Mans attachés à Angers.

Source :

- « Les policiers français sous l'occupation »... Op. Cit., pages 29 à 35 ; 180 à 182.
- « Chronique de la résistance », Alain Guérin, Edition France Loisirs, 2000, p. 1353 à 1355.

6 - ADLA 1226 W 417.

7 - André Fourcade, commissaire de police à Nantes depuis décembre 1938, a été détaché au SRMAN en novembre 1942, à la demande de Detmar, après de vastes opérations menées contre les communistes de Loire-Inférieure, dans laquelle il s'est particulièrement distingué. En mai 1943, il dirige le service judiciaire du SRMAN, puis devient chef de la délégation RG de Paris, le 1/7/44. Chevalier de la Légion d'Honneur le 24 décembre 1943, promu divisionnaire le 1<sup>er</sup> août 1944, arrêté le 25, il est incarcéré à Fresnes.

Lors de son jugement il écrit, pour sa défense « j'ai servi la France sous tous les gouvernements successifs, je n'ai jamais fait de politique, je n'ai fait que de

la police obéissant toujours à des ordres supérieurs, je n'ai trahi ni mon serment de magistrat ni mon pays » ...

Jugé et condamné à mort en juillet 1946, il est fusillé le mois suivant.

- « Les policiers français sous l'occupation »..., op, cit, p. 196.

8 - Il s'agit d'un camp d'internement surveillé par les autorités nazies situées dans les Hangars de Montage Central (HMC) de Gron jouxtant l'aérodrome de Montoir de Bretagne. En 1941 y sont internés environ 250 républicains espagnols affectés à l'organisation Todt qui travaillent principalement à la construction de la base sous-marine de Saint-Nazaire.

Il est à souligner que l'organisation clandestine du PCE, dans ce camp, est importante car elle regroupera, à son apogée, 31 militants sur environ 250 espagnols. Deux autres remarques s'imposent :

La première que nous révèle l'organigramme du 14 juillet 1942 établi par le SPAC est assez étonnante. En effet c'est en ce lieu de concentration géographique étroit qu'a eu lieu le moins d'arrestations au regard des investigations menées et des informations extorquées.

Doit-on en déduire que la structuration et le cloisonnement par triangle y trouvent sa pleine efficacité en cet endroit où l'information circule plus rapidement ? Probablement. Enfin, le SPAC se trompe en partie quand au triangle de la direction clandestine du PCE implanté au « Camp Franco » car il relègue Joan Escuer Gomis qui en est membre, à la res-

ponsabilité d'un « simple » triangle (cellule 16 n° 78).

9 - ADLA 1226 W 417 et : Nantais venus d'ailleurs. Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours. Presse universitaire de Rennes, Association Nantes Histoire, Mars 2007, p. 321 à 326.

10 - Sur cette affaire : ADLA 1226 W 417, 5 M 1682 et 1683 ; Le Phare du 14 juillet 1942. Une rumeur persistante, encore à nos jours, veut que cet Espagnol de La Rochelle a eu l'audace de tuer un inspecteur de police lors de son transfert à Nantes. Ce qui est inexact.

11 - ADLA 1693 W 113.

12 - Dupart Philibert est Préfet de la Loire-Inférieure du 17 septembre 1940 au 5 juillet 1943.

13 - Roussillon Jean est Préfet du gouvernement de Vichy pour la région d'Angers à partir du 30 juin 1941 et sera remplacé le 6 juillet 1943 par Donati Charles le 6 juillet 1943.

14 - ADLA 1693 X 48. Ce nombre de 900 n'est peut être pas extravagant. Il correspond sans doute à ceux qui, sans être membres de l'organisation, versaient de l'argent lors des souscriptions ce qui a permis de les qualifier de sympathisants (au moins de la Résistance si ce n'est du PCE/PSUC). Parmi eux très probablement des militants anarchistes de la CNT qui, en contradiction avec les directives de leurs organisa-

tion, ont soutenu la Résistance communiste notamment au sein de l'Union Nationale Espagnole.

15 - ADLA 43 W 74.

16 - ADLA 43 W 74.

17 - A ce sujet : ADLA 43 W 79 ; 1693 W 18 et 57 ; 1694 W 44 ; A.M. de Blain 2 J 13.

18 - AMN 4 H 101.

19 - ADLA 43 W 74.

20 - Dans la note n° (2) nous avons abordé l'évolution structurelle du SPAC. Or dans la « synthèse des rapports mensuels des préfets de la zone occupée pour le mois d'août 1942 » il est mis en évidence que :

« *D'importantes opérations de police effectuées dans plusieurs départements, par les polices allemandes et françaises, assistées de la Brigade du SPAC de Paris, ont permis de nombreuses arrestations de militants importants et de terroristes dangereux.*

*43 militants espagnols appartenant à une organisation communiste clandestine ont été arrêtés* », écrit le Préfet de la Loire-Inférieure, qui remarque que « *sur les 1500 Espagnols qui résident dans le département, 900 étaient considérés par les chefs de cette organisation, comme sympathisants.*

*Au cours des perquisitions effectuées lors de ces arrestations, saisie a été faite d'instructions qui demandaient aux adhérents de procéder à des sabotages et des attentats. La même opération de*

*police a permis d'identifier l'existence d'une cellule appelée « GE » composée de militants chargés d'effectuer des attentats.*

*Dans le même département, 101 terroristes et militants communistes français ont été arrêtés, permettant l'identification des auteurs de 20 attentats commis à Nantes et dans la région depuis quelques mois.*

*Un important matériel a été saisi, comprenant notamment 2 fusils mitrailleurs, 23 revolvers, 1500 détonateurs, 415 cartouches de cheddite ou de dynamite, 3 bombes, 2 « Ronéo », 15000 tracts, 150 kg de document, 75 cartes d'alimentation... ».*

En cette fin du mois d'août nous sommes toujours, pour les préfets, dans le cadre des agissements du SPAC.

Mais en début septembre la structuration du SRNAM semble être mise en place ce qui n'empêche pas une dernière mise au point du Préfet Régional en date du 8 octobre de la même année adressée au Préfet de la Loire-Inférieure :

« *J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Service de Police Anticommuniste a été dissout par arrêté en date du 5 juin 1942.*

*Il est rattaché à l'Inspection Générale des Services de Police Judiciaire et s'intègre en tant que Service de Répression des Menées Anti-Nationales.*

*La Direction de ce nouveau service est assurée par Charles Detmar, chargé de mission au Cabinet de Monsieur le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général à la Police.*

*Charles Detmar assurera la Direction du*

nouvel organisme par l'effet d'une Délégation permanente de l'Inspecteur Général, Chef des Services de Police Judiciaire.

Le fonctionnement de ce service a été déterminé par une note en date du 18 août 1942 de l'Inspecteur Général, Chef des Services de Police Judiciaire.

Toute la correspondance devra être adressée au Service de Répression des Menées Anti-Nationales, 69 rue de Monceau PARIS 8<sup>e</sup>, Tél. Laborde 97-70 et la suite. » ADLA 1673 W 30. Voir note n° (5).

21 - Sur cet épisode : La Répression anticomuniste Loire-Inférieure, 1939 - 1944, Dominique Bloyet et Jean-Pierre Sauvage, Geste éditions / histoire 2005 pages 153-154.

22 - AD Maine et Loire, 18 W 70.

23 - Malheureusement la copie de ce dossier, n'a pas été répertoriée et il m'est impossible d'en citer la source qui, me semble t-il, provient des AD du Maine et Loire. C'est un avis de recherche ! Merci.

24 - ADLA 1623 W 48 ; 43 W 88.

25 - Ces différentes archives nous ont été transmises par José Ramon Guedé Gomez, petit-fils de Alfredo Gomez Ollero, qui, en 2005, a effectué des recherches auprès des archives militaires espagnoles à Ségovia.

Ces archives étant en phase de réorganisation il n'est pas certain que cette cote soit toujours d'actualité (Sección

Gerra Civil, C/ Gibraltar n° 2, 37071 - Salamanca).

26 - Fils de Ramon Garrido Vidal, l'un des responsables du PCE clandestin dans l'Ouest de la France en 1942.

27 - Cote L1, L2.

28 - Lluis Companys, fut un brillant avocat de gauche, très populaire et fervent partisan de l'indépendance de la Catalogne. Après un bref passage dans le gouvernement de la République Espagnols en tant que Ministre de la Marine en 1933 il devint en 1934 Président de la Généralité (gouvernement de la Catalogne).

Retiré en France après la chute de la République il se réfugie à Paris puis envoie son fils qui est gravement handicapé à La Baule-Les Pins en Loire-Inférieure. Son entourage lui conseille de rejoindre instantanément l'Angleterre mais il s'y refuse et part rejoindre son fils.

Des informations concordantes tendent à prouver que c'est à La Baule-Les Pins qu'il est arrêté par P. Urraca en personne le 13 août 1940. Il est ensuite conduit sous bonne garde à la frontière espagnole le 29. Lluis Companys sera fusillé le 15 octobre 1940.

A ce sujet signalons qu'un historien Jordi Guixe Corominas a rédigé une thèse en 2006 intitulée : « Diplomacia y repression : la perséución hispano-francesca del exilio republicano » qui, à ce jour, n'a pas trouvé d'éditeur. Le journal El País a publié le 28-9-2008 un article conséquent intitulé : « Le Sbire de Franco ; le chas-

seur de rouges » consacré à P. Urraca, cet article a eu un certain retentissement en Espagne.

29 - « La Mémoire retrouvée des Républicains Espagnols , paroles d'exilés en Ille et Vilaine » - Gabrielle Garcia et Isabelle Matas. Edition Ouest-France septembre 2005 ; pages 174-175.

30 - C'est en mai 1941 qu'est aménagé le camp de Rouillé sur la dite commune (canton de Lusignan). Il est situé le long de la voie ferrée Poitiers - Niort, proche de la gare. Après l'installation de plusieurs baraquements en bois, il ouvre en septembre 1941 pour recevoir dans un premier temps 150 communistes en provenance d'Aincourt (Seine-et-Oise).

Puis le nombre d'internés va s'accroître et se diversifier pour atteindre 638 détenus (en novembre 1942) classés en plusieurs catégories : « politiques », « marché noir », « droits communs et indésirables étrangers ».

Il est à noter que la majorité a été constituée par des détenus politiques et parmi eux nous relevons la présence de 78 hommes originaires de Nantes et de la Loire-Inférieure.

Regrettions, au passage, qu'aucune recherche approfondie n'a été faite à ce jour de manière à connaître les origines précises de tous les internés de ce camp. Il est fermé le 14 juin 1944 après le transfert des détenus au camp de Poitiers, route de Limoges. Le camp de Rouillé reprend du service en septembre 1944 et est définitivement fermé en octobre 1947.

31 - Comme nous le verrons plus loin cette date correspond à la libération partielle du camp de Rouillé par les FTPF.

32 - A propos de Sœur Cherer et Camille Lombard voir les témoignages sur le site Internet : [www.vrid-memorial.com/](http://www.vrid-memorial.com/) (Vienne Résistance Internement Déportation).

Suite à ses nombreuses recherches, Roger Picard précise :

« La sœur Chérer a une délégation préfectorale et des subsides (+ la Croix Rouge) pour s'occuper des réfugiés (Nantais d'abord, puis Normands) dans les cantons de La Villedieu, de Vivonne, de Gençay, de Couhé Vérac et bien sûr de Lusignan. Les blessés du bombardement de Nantes et de Saint-Nazaire sont soignés à l'Hôtel-Dieu de Poitiers et ses annexes. Je le sais pour une question de comptabilité... c'est la Loire-Inférieure qui doit payer ! Lusignan avait encore 100 réfugiés en mai 1945 ! (pour une population d'environ 2000 habitants) ».

Au sujet de Joseph Fraud : « Jo, notre frère. Instituteur, résistant » - Juliette Hervé-Fraud. Editions du Petit véhicule, 1995.

33 - Lucette Crossouard, née Le Bihan est l'inlassable trésorière du Comité Départemental du Souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure.

34 - « Les barbelés de Vichy », édité par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé - Mai 1994 p. 49.

35 - Sur les 47 internés politiques nous relevons la présence de 27 Espagnols,

16 Français, 2 Italiens, 1 Portugais et 1 Russe. A l'effectif il manque 1 Français interné (mais en semi-liberté) qui n'est pas rentré au camp ce soir là !

Au-delà des chiffres et des risques encourus (déportation à Compiègne) il semble qu'une impatience grandissante régnait parmi « les politiques » qui avaient hâte d'être libérés et d'en découvrir avec l'ennemi commun.

Enfin, il est fort probable que dans la réflexion des dirigeants des FTPF qui ont tant investi pour cette libération ils ont tenu compte du potentiel humain susceptible de renforcer les différents maquis et de bénéficier des compétences militaires en particulier des républicains Espagnols, d'autant que des contacts avec Londres avaient été établis en vue de parachutages d'armes.

36 - AD de La Vienne 106 W 131. Dans ce rapport le nombre de FTPF est considérablement grossi pour justifier la manœuvre des gardiens.

37 - Thomas Urbiztondo était un officier supérieur au grade de commandant dans l'Armée républicaine espagnole. Il a été arrêté à La Baule, en Loire-Inférieure le 5 juillet 1942 et était membre d'une cellule du PCE clandestin intitulée « Etat Major de l'Armée Républicaine en réserve ».

38 - Il sera repris et fusillé le 4 juillet 1944.

39 - Ce témoignage a été recueilli après guerre : Source Roger Picard.

40 - Témoignage de Charles Dubois alias Christian.

41 - Sur la résistance dans la Vienne nous nous appuyons, sur les ouvrages et témoignages suivants :

- La Vienne dans la guerre. Horvath 1984. Roger Picard (épuisé).

- Hommes et combats en Poitou. Martelle Editions 1994 Roger Picard (épuisé).

- La Vienne dans la guerre la vie quotidienne sous l'occupation. 2001. De Borée Editions.

Roger Picard communications à l'Institut d'Histoire du Temps Présent :

- Les communistes de Munich à Châteaubriant. Presses de la Fondation des Sciences Politiques. Pages 192 à 198 Rouillé. Et pages 388 à 390. Le PC dans la Vienne de Roger Picard.

- La vie des entreprises sous l'occupation Beltran, Frank, Rousso. La vie économique dans la Vienne par Roger Picard pages 323 à 334.

42 - Sur le rôle de cette entreprise pendant la guerre : « La collaboration en Loire-Inférieure 1940-1944 - 1 - Les années noires ». De Christophe Belser ; Geste édition / histoire ; p. 11, 12, 299, 302 à 308 ».

43 - En fait il s'agit des 31 résistants massacrés à Vaugeton.

## SIGLES

<b>ACVRI</b>	Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt
<b>AD</b>	Archives départementales
<b>BRCA</b>	Bureau central de renseignement et d'action
<b>CNT</b>	Confederación national del trabajo
<b>CTE</b>	Compagnie des travailleurs étrangers
<b>FN</b>	Front national de la lutte pour la libération et l'indépendance de la France (à ne pas confondre avec le sigle que s'est approprié un parti d'extrême droite)
<b>FNDIRP</b>	Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes
<b>FTPF</b>	Francs-tireurs et partisans français
<b>GE</b>	Grupo especial
<b>GMR</b>	Groupes mobiles de réserve
<b>OCM</b>	Organisation civile et militaire
<b>OS</b>	Organisation spéciale
<b>PC</b>	Poste de commandement
<b>PCE</b>	Partido comunista de España
<b>PJ</b>	Police judiciaire
<b>PPF</b>	Parti populaire français
<b>PSUC</b>	Partit socialista unificat de Catalunya
<b>RG</b>	Renseignements généraux
<b>SAP</b>	Service des affaires politiques
<b>SD</b>	Sicherheitsdienst
<b>SIPM</b>	Servicio de informacion y policia militar
<b>SIPO-SD</b>	Sicherheitsdienst polizei - Sicherheitsdienst
<b>SOE</b>	Special Operations Executive
<b>SPAC</b>	Service de police anticomuniste
<b>SRMAN</b>	Service de répression des menées antinationales
<b>SS</b>	Schutzstaffel
<b>STO</b>	Service du travail obligatoire
<b>UGT</b>	Unión general de trabajadores

### ***Remerciements***

à l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé  
et au Comité départemental du Souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes  
et de la Résistance en Loire-Inférieure.

Au personnel des Archives départementales de la Loire-Atlantique.  
A Dominique Bloyet, Annie Buraud, Etienne Egret, Delia Escuer, Jacques Escuer,  
Fabien Garrido, José Ramon Guedé Gomez, Louis Le Bail, Christian Le Roux,  
Christophe Patillon, Gérard Roulic, Jean-Claude Terrière,  
Jean-Pierre Sauvage, Nadine Tellier, et Christine pour sa patience.  
Enfin, que soient ici remerciés chaleureusement Roger Picard, historien d'une érudition  
remarquable, pour sa contribution sur le département de La Vienne,  
et Jacques Vermeersch, graphiste, pour son professionnalisme et sa sensibilité  
sur un sujet qui lui tient tant à cœur.

Achevé d'imprimer  
en mars 2010  
par Visuel Numéric'  
à Montaigu 85600  
Tél. 02 51 46 78 64.  
Maquette :  
Jacques Vermeersch.  
Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2010.